Les élites économiques et les groupes de pression égyptiens

Imco Brouwer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/381>

DOI : 10.4000/ema.381

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1995

Pagination : 73-114

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Imco Brouwer, « Les élites économiques et les groupes de pression égyptiens », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 21 | 1995, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/381> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.381>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Les élites économiques et les groupes de pression égyptiens

Imco Brouwer

- 1 Les hommes d'affaires égyptiens vont-ils attendre le règlement définitif du conflit israélo-arabe pour entrer en action ? Face à la concurrence israélienne, chercheront-ils à bénéficier du protectionnisme étatique ou prendront-ils le risque de se lancer dans un marché où devraient jouer les lois de l'offre et de la demande ? A moins qu'ils n'envisagent les deux possibilités à la fois. Par ailleurs, se contenteront-ils de profiter de l'aide internationale ou développeront-ils le commerce et l'investissement de manière indépendante ? Comptent-ils sur l'appui substantiel du gouvernement égyptien ? Y-a-t-il, enfin, coopération ou compétition entre les hommes d'affaires et les entrepreneurs égyptiens et leurs associations respectives ?
- 2 C'est à ces questions que nous allons tenter de répondre ici. Nous nous proposons notamment d'analyser le rôle des hommes d'affaires égyptiens dans la prise de décision économique, ainsi que dans les changements survenus depuis le début de la libéralisation de l'économie égyptienne dans les années 70 (ouverture économique ou *infitah*) et plus particulièrement depuis la seconde moitié des années 80. Nous tenterons également d'envisager la manière dont ils peuvent réagir au développement de relations économiques au Moyen-Orient. Nous présenterons enfin, pour conclure, les quelques activités (connues) des hommes d'affaires égyptiens et des entreprises américaines implantées en Égypte.
La bourgeoisie égyptienne dans un environnement en mutation
- 3 Si l'on se représente habituellement la bourgeoisie comme le défenseur inébranlable du libéralisme à la lois économique et politique, cette représentation peut facilement être démentie, tant par l'histoire de l'Europe que par celle des pays en développement. En revanche, l'on considère généralement la bourgeoisie égyptienne comme un cas à part : historiquement, elle serait faible, fragmentée et inorganisée. En outre, depuis le début de l'*infitah*, ce serait une bourgeoisie rentière, hostile aux risques et au marché libre, prompt à s'allier au capital étranger et fondamentalement anti-démocratique. Elle chercherait à réaliser exclusivement ses propres intérêts et ce, par le biais de relations

personnelles et non par le biais d'organisations officielles, de groupes d'intérêt ou de partis politiques.

- 4 La société et l'économie égyptiennes ont connu des changements considérables depuis le début de l'*infitah*. La participation du secteur privé à la production nationale a augmenté lentement mais sûrement, tandis que s'amenuisait le rôle des entreprises publiques; mais globalement, l'État a continué à jouer dans l'économie du pays un rôle important. En 1990, l'Égypte a entamé un ambitieux programme de réformes qui, comme tout programme classique de stabilisation et d'ajustement structurel préconisé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, implique l'entière privatisation de la quasi-totalité des entreprises publiques, la libéralisation du commerce, la déréglementation, la réduction des dépenses publiques, etc.
- 5 Dans les années 80, l'Égypte a également connu une certaine libéralisation politique, résultant moins de la volonté politique des responsables que de décisions de justice, et un nombre considérable de partis politiques ont été légalisés. Dans des limites arbitrairement, définies, le régime a accordé la liberté de la presse et celle de créer des associations à un moment où les partis politiques et les élections perdaient le peu de crédibilité qu'ils avaient encore au début des années 80.
- 6 L'importance croissante du secteur privé se traduit par le fait que les hommes d'affaires occupent une place croissante sur le plan politique. De la fin des années 50 au début des années 80, le pouvoir politique était à l'origine du pouvoir économique : d'anciens hommes politiques s'établissaient dans les affaires et, pour ce faire, les relations et la protection politiques s'avéraient indispensables. Dans les années 80, il était encore difficile de se lancer dans les affaires sans avoir participé directement au pouvoir. Cependant, depuis le début des années 90, le phénomène tend à s'inverser : c'est le pouvoir économique qui peut éventuellement mener au pouvoir politique. L'émergence de multiples associations d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs et le fait qu'elles soient toutes impliquées, à des degrés divers, dans des consultations directes avec le gouvernement constitue l'un des signes de l'influence politique croissante de l'élite du secteur privé. Au début des années 90, le processus de prise de décision en matière économique est donc différent de ce qu'il était une décennie plus tôt ; l'influence de certains hommes d'affaires sur l'opinion s'est considérablement accrue.
- 7 Le moment est venu, semble-t-il, pour la bourgeoisie égyptienne, de jouer un rôle différent. Il est temps également de modifier la perception que l'on avait d'elle. C'est du moins ce que suggère Robert Springborg¹, selon lequel les performances de la bourgeoisie égyptienne avant et après l'indépendance n'étaient peut-être pas aussi médiocres que ne l'ont laissé entendre divers auteurs (dont Springborg lui-même) durant les trente dernières années; ou, du moins, elle n'était pas entièrement responsable de la faiblesse de ses prestations économiques et politiques.
- 8 Aujourd'hui, l'environnement politico-économique est plus favorable à la bourgeoisie égyptienne qu'il ne l'a jamais été depuis la révolution de 1952, et peut-être même depuis toujours. Sous l'occupation britannique, une bourgeoisie nationale avait émergé, mais elle était en concurrence avec la bourgeoisie étrangère résidente. Sous Nasser, elle a dû choisir entre l'adoption d'un profil bas, le départ à l'étranger ou, plus rarement, la collaboration avec le régime. Avec l'*infitah* d'Anouar al-Sadate, la bourgeoisie d'avant la révolution a été autorisée à revenir et les membres de la bourgeoisie d'État ont pris une part active au secteur privé. On assiste par ailleurs à l'émergence de nouveaux hommes d'affaires, sans lien avec l'ancienne bourgeoisie ni avec la bourgeoisie d'État.

- 9 Jusqu'à la moitié de la décennie 80, le secteur privé a donc fonctionné dans un environnement qui lui était hostile en raison des activités controversées qu'il exerçait (spéculation et importation de biens de consommation, notamment) et de la sensibilité excessive d'une opinion publique encore dominée par le nationalisme nassérien. Vers la fin des années 80, le gouvernement égyptien s'est orienté radicalement vers le libéralisme économique tandis que l'opinion évoluait.

Les composantes de la bourgeoisie

- 10 En 1952, la bourgeoisie égyptienne occupait une place prédominante dans l'économie et la politique. Le rôle de l'État dans l'économie était loin d'être hégémonique. Les dépenses publiques étaient modestes, les entreprises du secteur public pratiquement inexistantes et le nombre de fonctionnaires limité; par ailleurs, les règlements étaient favorables à la bourgeoisie nationale. Deux décennies plus tard, les nationalisations vont de l'avant, les dépenses publiques deviennent astronomiques et, selon l'ensemble des indicateurs, les entreprises du secteur public dominant tandis que les fonctionnaires représentent environ le tiers de la population active. Cette politique va favoriser l'émergence d'une bourgeoisie d'État et la marginalisation des élites du secteur privé. Mais au milieu des années 70, hommes d'affaires et entrepreneurs reviennent en force.

La bourgeoisie d'État

- 11 L'on définit habituellement la bourgeoisie d'État comme une catégorie de technocrates de haut niveau exerçant un contrôle direct sur les biens totalement ou partiellement détenus par l'État. Sans être propriétaires des moyens de production, ils occupent néanmoins des postes-clés en rapport avec ces moyens². On s'attend donc généralement à ce qu'ils cherchent à maintenir, voire à étendre leur contrôle.
- 12 Rendre opérationnelle une telle définition n'est pas évident. John Waterbury semble y inclure les ministres, vice-ministres, chefs de départements ministériels, présidents et membres des conseils d'administration des entreprises ainsi que les gouverneurs des différentes provinces. Pour l'année 1976, il avance le chiffre de 170.000 hauts fonctionnaires et directeurs. 2.500 d'entre eux appartiendraient à l'élite de cette bourgeoisie, d'État. Ces chiffres avaient probablement doublé au début des années 90³.
- 13 En fait, l'élite politique devrait être exclue de cette définition, car ses membres ont généralement des intérêts différents de ceux des directeurs du secteur public qui constituent la bourgeoisie d'État. A ce propos, il suffit de mentionner la lutte continue de ces derniers pour tenter de réduire l'ingérence du politique dans les affaires de l'entreprise. On peut cependant penser que, étant donné la courte durée de leur mandat par rapport aux directeurs, les ministres pourraient avoir d'autres intérêts. L'élite politique inclurait alors les ministres, les vice-ministres et les parlementaires ainsi que ceux qui occupent des postes-clés dans le parti au pouvoir, et serait à distinguer des leaders des partis de l'opposition qui eux, du moins officiellement, ne font pas partie du régime.
- 14 Si, en raison de la place qu'ils occupent et des revenus dont ils disposent, on peut présumer qu'il existe une homogénéité sociale entre les membres de la bourgeoisie d'État, on ne peut guère tenir pour acquis le fait qu'ils partagent les mêmes points de vues idéologiques et politiques et les mêmes intérêts. Il faudrait distinguer, d'une part, les hauts bureaucrates, qui contrôlent le processus économique par le biais des multiples organismes relevant du Ministère de l'Economie⁴, et, d'autre part, les « administrateurs », c'est-à-dire les présidents et les membres des conseils

d'administration et des assemblées générales des holdings ⁵ et de leurs filiales dans le secteur public⁶, ainsi que les directeurs généraux de ces entreprises, qui ne sont pas représentés dans ces structures. De manière générale, les administrateurs considèrent les bureaucrates comme des intrus, et ces derniers estiment que les premiers ne respectent pas les plans de développement national qu'ils ont conçus. Par exemple, sur la question de la réforme du secteur public en général et de sa privatisation en particulier, la haute bureaucratie manifesterait probablement une opposition nette, les administrateurs (ou du moins une bonne part d'entre eux) estimant qu'ils ont les compétences nécessaires pour faire face à la concurrence qu'engendrera la privatisation de leurs entreprises et pouvant, par conséquent, l'encourager⁷.

- 15 La distinction que nous avons effectuée entre bourgeoisie d'État et élite politique, d'une part, et celle que nous opérons, d'autre part, au sein même de la bourgeoisie d'État, entre bureaucrates et administrateurs, ne signifie pas qu'il n'existe pas d'alliance entre les différentes catégories, alliances pouvant d'ailleurs reposer sur des convictions politico-idéologiques divergentes quant au rôle de l'État dans les divers secteurs de l'économie⁸.

L'élite du secteur privé

- 16 La bourgeoisie du secteur privé réapparue avec *l'infitah* se répartit en trois composantes: l'ancienne bourgeoisie pré-révolutionnaire et ses descendants; l'ancienne bourgeoisie d'État, passée au secteur privé; enfin, une nouvelle génération d'hommes d'affaires qui n'appartiennent à aucun de ces deux groupes et sont devenus actifs avec l'instauration de *l'infitah*. Elle comprend également les migrants revenus de leur séjour dans les pays du Golfe⁹.
- 17 Une autre classification repose sur le type d'activités propres au secteur privé. Les acteurs s'y répartissent en productifs et non productifs, la valeur ajoutée servant ici d'indicateur. Les hommes d'affaires non productifs sont aussi définis comme « parasites »¹⁰, terme devenu très populaire dans l'opinion publique comme dans les analyses et débats marxistes. Les activités non productives comprendraient l'immobilier, la propriété foncière et la spéculation sur les devises étrangères. Les activités commerciales, comme les activités oligopolistiques et monopolistiques, entrent également dans cette définition. Les membres de cette catégorie, largement improductifs, sont qualifiés par M. Zaalouk de « valets » des intérêts étrangers¹¹.
- 18 Ces activités non productives ont fait l'objet de diverses interprétations. Certains auteurs soulignent la recherche du gain facile, qualité « inhérente à la nature de l'homme d'affaires égyptien »; d'autres, plus convaincants, mettent l'accent sur la conjoncture économique spécifique à l'Égypte des années 70. De plus, ce que H. Handoussa (1993) appelle la « sous-régulation de l'économie égyptienne » n'a fait qu'accentuer les distorsions et encourager la croissance d'activités fortement protégées, voire monopolistiques, dans le secteur privé. Les taux d'inflation élevés, les barrières commerciales de toutes sortes et la distorsion des prix ont créé un terrain favorable aux activités non productives, les activités productives ayant besoin d'un environnement adéquat et d'une certaine durée pour se développer. Quoi qu'il en soit, les « vrais entrepreneurs » — c'est-à-dire ceux qui comptent uniquement sur le marché sans rechercher la protection et l'encouragement de l'État — ne représentaient, dans les premières années de *l'infitah*, qu'une faible minorité.
- 19 L'une des principales caractéristiques des *munfatihûn* (tenants de l'ouverture économique) réside non seulement dans le type d'activité qu'ils exercent, mais aussi

dans leur objectif : maximiser les bénéfices. La plupart ne se contentent pas de fonctionner dans un secteur donné ; la majorité d'entre eux a des liens directs avec les responsables du secteur privé et l'élite politique et, comme le dit J. Waterbury, ils négocient l'influence, les informations privilégiées et la conclusion d'affaires¹². Pour les hommes d'affaires égyptiens qui recherchent le gain facile, les activités non productives les amènent à conclure des marchés avec des bureaucrates et des hommes politiques. Les bureaucrates, pour leur part, cherchent eux aussi à établir des liens avec le secteur privé. Selon Y. Sadowski, dans le capitalisme traditionnel, « hommes d'affaires et bureaucrates s'allient pour défendre leurs intérêts communs en influençant le mode d'intervention de l'État dans l'économie. Ils ne lient pas l'allocation des rentes étatiques aux résultats ou à la productivité des entreprises bénéficiaires ;

- 20 ainsi, les intérêts personnels et le pouvoir de l'individu augmentent sans pour autant promouvoir l'économie nationale. »¹³ C'est la combinaison des sous et sur réglementations, constituées par de multiples organismes dont les fonctions se recoupent et se contredisent¹⁴, ainsi que l'absence de contrôle et de sens de la responsabilité, qui favorisent les interprétations arbitraires des bureaucrates et qui offrent un terrain favorable à la corruption. Cette explication soulève cependant la question de savoir pourquoi et comment ces sous et sur réglementations se sont mises en place. Certains y voient le résultat inattendu de stratégies de développement antérieures ; pour d'autres, ce serait l'accumulation des mesures *ad hoc* ; d'autres encore mettront l'accent sur le fait que cela a été volontairement planifié par des hommes d'affaires, des bureaucrates et des hommes politiques.

- 21 Il ne faut pas perdre de vue, lorsque l'on considère le développement de l'élite économique égyptienne et ses relations avec l'État et l'élite politique, l'analyse convaincante proposée par Jean Leca à ce sujet. Lorsqu'il s'agit d'une économie de circulation plus que de production des biens, le principe de l'accès à la rente acquiert plus d'importance dans la structuration sociale que la propriété des moyens de production. Dans ce cas, l'intérêt du processus politique ne concerne pas seulement la représentation des classes sociales mais aussi leur formation¹⁵. Il n'est donc pas étonnant que, durant les premières années de l'*infitah*, la grande majorité de l'élite du secteur privé naissant ait cherché à nouer des liens avec la bureaucratie et l'élite politique et qu'elle ait exercé des activités parasites.

Les transformations économiques des années 80 et la mutation de la bourgeoisie
Émergence du secteur privé

- 22 Le début officiel de l'*infitah* a été marqué par le « document d'octobre » du président Sadate et par la promulgation de nouvelles lois, la plus importante étant la loi 43 de 1974. Destinée à attirer les investisseurs étrangers, elle leur accorde des exemptions de taxes et de droits de douane ainsi que d'autres privilèges. En vertu de son amendement par la loi 32 de 1977, ces privilèges sont étendus aux investissements en monnaie locale. Samia Saïd Imam montre que, pour un échantillon de 534 sociétés enregistrées durant la période 1974-82, la part du capital égyptien s'élève à 70% contre 30% pour le capital étranger. 79 sociétés sont entièrement financées par des capitaux privés égyptiens et 24 entièrement par le secteur public. Ces données partielles, mais significatives, montrent que le capital privé égyptien répondait en fait à une loi établie à l'origine pour attirer les investisseurs étrangers, arabes ou non-arabes, qui se sont d'ailleurs montrés très confiants¹⁶. Cette étude fait en outre ressortir que la part du secteur privé dans le

capital de ces sociétés mixtes est fournie par un nombre limité d'individus qui ont tous largement diversifié leurs activités¹⁷. L'investissement se répartissait de manière égale entre l'industrie, le bâtiment et l'agriculture d'une part, et les services (tourisme, ingénierie, représentation commerciale, etc.) d'autre part¹⁸. La loi 43 de 1974 constituait, de manière indirecte, un premier pas vers la privatisation des entreprises publiques. En fait, les fonds publics, minoritaires ou majoritaires, investis dans les sociétés mixtes formées par des capitaux publics et privés, n'étaient pas soumis à la législation en vigueur dans le secteur public. Ces sociétés bénéficiaient donc d'une plus grande liberté au niveau du recrutement et du licenciement, laissant ainsi à l'élite du secteur public des possibilités d'exercice de ses activités plus souples qu'au sein de ce dernier. En 1989, une nouvelle loi (230) sur les investissements remplace les précédentes. En juin 1992, 11.700 projets à capitaux entièrement égyptiens avaient été approuvés en vertu des lois 43 et 230, dépassant ainsi en nombre les projets promus avec des capitaux arabes et étrangers (55,7% contre 20,6%)¹⁹. Sous le régime des lois 43 de 1974 et 230 de 1989, la part du secteur privé égyptien dans les investissements était nettement plus importante que celle du secteur public.

- 23 La loi 159 de 1981 régit par ailleurs la formation de sociétés entièrement privées par des nationaux égyptiens et sans la participation du capital étranger ou public. Selon les chiffres, entre novembre 1982 et juin 1993, 3.131 sociétés régies par cette loi ont été créées, chiffre nettement inférieur à celui des sociétés fondées sous le régime de la loi 43²⁰. Aucune étude n'a été effectuée sur l'identité des propriétaires de ces entreprises, la concentration des capitaux dans les mains des seuls hommes d'affaires et entrepreneurs, le capital investi, les bénéfices réalisés par ces sociétés, etc. Nous utiliserons dans ces pages certains indicateurs partiels et indirects relatifs à la concentration du capital comme, par exemple, le nombre d'adhérents aux associations d'hommes d'affaires et les activités connues de quelques entrepreneurs indépendants.
- 24 Les données disponibles sur les trois lois relatives à l'investissement indiquent un accroissement régulier de la part privée dans l'investissement en Égypte. De plus, les petites industries (généralement définies comme employant moins de dix salariés) et le secteur informel jouent un rôle croissant en termes de production et d'emploi. Or, le secteur informel ne faisant certes pas partie de la bourgeoisie, il n'exerce pas une grande influence politique.

Modification des caractéristiques des élites du secteur privé

- 25 A partir des données provisoires et incomplètes dont nous disposons, nous pouvons tenter de déduire certains traits des grandes et moyennes entreprises privées égyptiennes du début des années 90. En raison des changements considérables survenus dans l'économie, les activités non productives sont moins rentables, alors que les activités de production se développent. Cela ne veut pas dire que les premières ne constituent pas une part importante de l'ensemble des activités économiques. De nombreux hommes d'affaires s'intéressent toujours à l'importation et à la représentation d'entreprises étrangères et plusieurs de ceux qui, dans la première phase de l'*infatih* se livraient à de telles activités continuent à le faire lorsque l'occasion s'en présente, mais ils se lancent également dans la production. D'autres sont passés des activités non productives à la production de biens destinés à la consommation locale ou même à l'exportation.
- 26 Le nombre total des acteurs dans les grandes entreprises privées est en augmentation. Au cours des années 80, on assiste en effet au retour de membres de l'ancienne

bourgeoisie ou à l'arrivée dans les affaires de leurs descendants; un nombre croissant de bureaucrates et de directeurs du secteur public passent au secteur privé; beaucoup de migrants reviennent des pays du Golfe; des personnes qui n'avaient jamais émigré ni appartenu à l'ancienne bourgeoisie se lancent dans les affaires.

- 27 La concentration des activités économiques est assez forte. Légalement, il n'existe aucune restriction quant à la concentration de la propriété et, de fait, aucune loi n'interdit les trusts. Il existe en revanche des restrictions en ce qui concerne, par exemple, la présidence des conseils d'administration des sociétés, mais la violation de la loi conduit rarement les auteurs devant les tribunaux²¹. Comme nous l'avons vu, il n'existe pas d'informations précises sur la concentration du pouvoir économique; l'impression qui se dégage néanmoins, c'est que cette concentration est plutôt forte à en juger par la part croissante du secteur privé dans la production nationale et par le faible nombre d'hommes d'affaires importants²².
- 28 Le nombre d'exportateurs du secteur privé a lentement augmenté; leur fortune s'accroît rapidement et, le pays s'étant récemment engagé dans un programme de réformes donnant la priorité à la croissance des exportations pour réduire le déficit commercial, ces entrepreneurs occupent une place de choix dans la politique économique. Deviendront-ils aussi des dirigeants politiques ? C'est dans cette catégorie que nous pouvons observer les premiers signes d'un pouvoir économique devenant la base du pouvoir politique et d'une carrière politique, plutôt que l'inverse, comme c'était le cas en Égypte au cours des trois dernières décennies.

Influence politique de l'élite économique

- 29 Il existe plusieurs moyens d'estimer cette influence. Celui qui permettrait d'obtenir les résultats les moins controversés consiste à montrer que pendant une certaine période, toutes les décisions adoptées — ou rejetées — par le gouvernement et le parlement étaient en faveur de l'élite économique et résultaient de son influence, directe ou indirecte. Mais on ne peut pas lui attribuer automatiquement toutes les décisions qui lui sont favorables. Par exemple, la première législation régissant l'*infitah* ne saurait être considérée comme le fait d'une pression exercée par la bourgeoisie parasitaire qui émergera par la suite. Inversement, le fait que certaines mesures aient été adoptées malgré l'opposition de l'élite économique ne démontre pas forcément son absence totale d'influence politique. Il en est par exemple ainsi de l'adoption de la loi instaurant un impôt unique sur le revenu, très progressif, promulguée fin 1993 malgré la forte opposition de l'élite économique. Il s'agissait, dans ce cas précis, de donner satisfaction aux institutions financières internationales et de prouver, sur le plan national, que le régime avait l'intention de taxer les plus grosses fortunes. Les nombreuses exemptions et les très faibles recettes obtenues prouvent néanmoins l'iniquité du système fiscal et l'influence de la bourgeoisie.
- 30 Deux cas précis sont fréquemment cités comme exemple de la force de l'élite économique par rapport au pouvoir politique. Le premier, celui de Mustafa al-Sa'i'd, ministre de l'Economie qui a été contraint de démissionner en 1985 alors qu'il tentait de régenter les transactions en devises étrangères; le second, c'est la difficulté rencontrée par le gouvernement à contrôler et, éventuellement, supprimer les sociétés islamiques de placement de fonds qui drainaient une part considérable de l'épargne égyptienne²³. Ces deux exemples ne peuvent cependant pas être considérés comme une preuve décisive de la force de l'élite économique et de la faiblesse de l'État.

- 31 Les réformes économiques lancées en 1991 ne sauraient être attribuées à l'influence de l'élite économique qui en bénéficie. Biersteker²⁴ soutient que, de manière générale, la bourgeoisie locale n'en est pas la principale cause, puisque la plupart des pays en développement mettent aussi en œuvre une politique d'ajustement structurel. Il estime que la pression exercée par les institutions financières internationales est un facteur aussi important, même si elle n'est pas décisive. Il soutient en outre que le facteur idéologique a un certain impact, notamment depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Dans le cas de l'Égypte, la seconde guerre du Golfe est un élément essentiel. Le soutien égyptien à la coalition anti-irakienne n'a pas seulement entraîné l'annulation d'une grande partie de la dette égyptienne, mais a également montré que l'opposition pouvait aisément être maîtrisée, même lorsque le pouvoir adoptait des mesures impopulaires.
- 32 Pour avoir un aperçu de la capacité des hommes d'affaires et des entrepreneurs à exercer un impact sur l'élaboration d'une politique, l'on peut analyser la nature et l'efficacité des groupes de pression qu'ils ont constitués et qui représentent leurs propres intérêts. C'est ce que nous nous proposons de faire dans ce qui suit, après une étude rapide du processus de prise de décision en Égypte.
- Les groupes de pression constitués par les hommes d'affaires
- 33 La représentation que l'on a des intérêts des acteurs économiques en Égypte a considérablement changé depuis la première phase de la libéralisation économique dans les années 70. Les organisations sous contrôle de l'État — la Fédération égyptienne des industries (FEI) et la Fédération générale des chambres de commerce (FGCC) —, auxquelles sont affiliées les petites et grandes entreprises publiques et privées, ont été, dès le début des années 80, remises en question par l'essor des associations à but non lucratif qui représentaient presque exclusivement l'élite économique du secteur privé. Or, jusqu'à présent, l'adhésion à ces organisations est obligatoire et elles sont contrôlées par l'État. Des projets de loi prévoyant la possibilité, pour ces organisations, d'entrer en concurrence avec les nouvelles associations sans pour autant les libérer du contrôle de l'État, sont toutefois à l'étude.
- 34 L'Association des hommes d'affaires égyptiens (*Egyptian Businessmen's Association*, EBA) et l'Association des hommes d'affaires d'Alexandrie (*Alexandria Businessmen's Association*, ABA) sont la meilleure illustration de ces nouveaux groupes de pression. Les entrepreneurs du secteur privé, implantés essentiellement dans les villes nouvelles construites à proximité du Caire et d'Alexandrie, s'organisent en associations, la première et la plus grande étant celle des investisseurs du Dix-de-Ramadan, dont l'exemple a été suivi par des associations semblables à Six-Octobre, Sadat-City et Burg al-'Arab.
- 35 Par ailleurs, les associations égypto-étrangères — surtout celles liées aux États-Unis comme l'*ex-Egyptian-US Business Council* et l'influente *American Chamber of Commerce* (Amcham) — sont en plein essor. Les autres chambres de commerce égypto-étrangères sont moins influentes. Les associations binationales d'hommes d'affaires telles que le Club d'affaires franco-égyptien (CAFE), semblent lutter pour se faire une place sur un terrain dominé par la présence américaine. Formées d'Égyptiens expatriés, les associations d'hommes d'affaires basées à l'étranger acquièrent de plus en plus d'importance dans le domaine de la représentation des intérêts en Égypte, du fait de la politique gouvernementale incitant au rapatriement des capitaux égyptiens investis à

l'étranger. L'*Egyptian American Businessmen's Association* (EABA) est la plus influente d'entre elles.

La Fédération des industries égyptiennes (FIE)

- 36 La FIE est le plus ancien regroupement d'entreprises d'Égypte. Elle a été créée et dirigée, pendant les trente premières années, par les hommes d'affaires étrangers résidant en Égypte au moment où la bourgeoisie nationale était reléguée au second plan²⁵. Fondées en 1928, les chambres d'industries créent leur fédération en 1937. En vertu d'une loi promulguée en 1947, ces chambres et cette fédération deviennent des institutions semi-publiques. Après la révolution, l'adhésion des entreprises est rendue obligatoire (1953) et par la suite, en 1958, la FIE est entièrement soumise au contrôle du Ministère de l'Industrie²⁶. Les nationalisations qui ont commencé en 1961 sont un pas de plus vers la réduction du rôle des entrepreneurs privés et la Fédération devient encore plus dépendante de l'État. C'est avec l'*infithah* que s'ouvre la voie pour le secteur privé, que la Fédération n'était plus à même de représenter : le rôle de cette dernière s'en trouve réduit²⁷. Il semblerait pourtant que la fin de la première moitié des années 90 marque un tournant dans la vie de la FIE. Les entreprises privées créées durant les années 80 dans les villes nouvelles ont connu une croissance rapide qui devrait s'accélérer encore grâce à la nouvelle politique économique. Ces sociétés sont affiliées à la Fédération et leurs propriétaires souhaitent redonner à cette dernière l'importance qu'elle avait avant la révolution et la capacité de rivaliser avec les associations d'hommes d'affaires qui ont vu le jour dans les années 80.
- 37 Officiellement, les fonctions de la FIE sont la concertation avec le gouvernement et les autres partenaires sociaux, les négociations collectives, l'obtention d'informations industrielles et les études économiques. En fait, aucune de ces tâches n'a été réalisée de manière satisfaisante durant la dernière décennie. La Fédération a continué à perdre ses capacités de négociation avec le ministère, ses compétences organisationnelles se sont réduites et la publication d'annuaires, de bulletins et d'études a été suspendue vers la fin des années 80. Autre indicateur du peu d'intérêt que l'État accorde à la Fédération et ou de son incapacité à exécuter ses plans : la construction de ses nouveaux locaux, opération entamée il y a 20 ans, n'est pas près d'être achevée.
- 38 Conformément à la loi de 1958, toujours en vigueur, tout établissement industriel au capital déclaré de plus de 5.000 LE ou comptant 25 travailleurs au moins est tenu de s'affilier à la Fédération. A la fin de 1993, le nombre des sociétés membres s'élève à 13.565, parmi lesquelles près de 10.000 sont de petites entreprises. On compte environ 340 entreprises publiques. Un des problèmes les plus complexes qui se pose à la Fédération et aux chambres qui lui sont affiliées est lié au principe « un homme – une voix ». Chaque membre de ces chambres, que son entreprise ait 25 salariés ou qu'elle en ait 5.000, a le même poids aux élections. Le problème se pose également au niveau des chambres de la Fédération, dont les petites et les grandes chambres disposent chacune d'une voix²⁸. Actuellement, il existe 13 chambres d'industrie²⁹. Le tiers de chaque conseil de 15 membres est nommé par le gouvernement et les deux autres tiers sont élus par les assemblées générales. Le tiers du conseil d'administration de la Fédération, formé de 20 membres, est nommé par le Ministère de l'Industrie³⁰, y compris le président³¹, alors que les autres membres sont élus par la chambre et sont le plus souvent des hommes d'affaires du secteur privé.
- 39 Les rapports entre les chambres et la Fédération ne sont pas des plus faciles. En 1986, cette dernière a accordé aux chambres leur autonomie et, depuis, il semble que les

directeurs généraux de ces chambres, estimant ne plus dépendre du directeur général de la Fédération, refusent de contribuer aux frais généraux.

- 40 La structure interne de la Fédération illustre bien les problèmes dont souffre l'ensemble de la bureaucratie égyptienne : problèmes liés au personnel comme celui du suremploi — on compte 160 employés dans les chambres et la Fédération³². Aucun poste n'est clairement défini, la productivité est faible, la promotion basée sur l'ancienneté et les luttes internes. En 1979, la FIE a décidé que la loi 48 de 1978 régissant les conditions de travail et les salaires des fonctionnaires devait s'appliquer à elle : c'était reconnaître son appartenance à la bureaucratie étatique³³.
- 41 L'influence exercée par l'État ne se limite pas à la nomination des membres du conseil. Toute décision prise par ce dernier doit être soumise à l'approbation du ministre de l'Industrie et, pour passer outre à son veto, il faut que cette décision obtienne les trois-quarts des voix du conseil, exigence invraisemblable dans la pratique compte tenu de la composition de ce conseil. Le fait que le ministre n'utilise jamais son droit de veto n'est pas un indicateur de non intervention et pourrait même signifier que les décisions prises par le conseil ne s'y prêtent pas ou qu'elles sont autocensurées³⁴. Les ressources financières sont faibles, les cotisations étant peu élevées et irrégulièrement perçues. Les dépenses sont essentiellement des dépenses salariales et des frais de mission — environ 80%³⁵.
- 42 Dès la fin des années 70, il y eut plusieurs tentatives pour réformer la Fédération. Ce n'est qu'au début des années 90 que des initiatives plus sérieuses ont été mises en œuvre³⁶. Le rapport rédigé par un conseiller du Bureau international du travail (BIT) en 1992 a servi de base au débat du conseil d'administration réuni pour formuler l'amendement de la loi de 1958³⁷. En outre, Hazem Hassan & Partners, l'un des bureaux de comptabilité et d'expertise les plus importants d'Égypte, a formulé un audit des règlements de la Fédération³⁸. Avec le nouveau président élu en 1993, M. Muhammad Farîd Khamîs, la réforme semble s'accélérer. Les principaux points du projet de loi régissant les activités de la FIE porteraient sur : la création d'un conseil d'administration des chambres, dont tous les membres seraient élus ou nommés d'office au conseil d'administration de la Fédération; la fin de l'ingérence du ministère dans les affaires de la Fédération; l'attribution aux quatre associations d'investisseurs dans les villes nouvelles d'un statut particulier avec représentation directe au conseil de la Fédération; l'instauration d'une distinction entre petites (de 10 à 20 employés avec un capital de 20.000 à 200.000 LE) et grandes entreprises (plus de 25 employés ou un capital supérieur de 200.000 LE); enfin l'affiliation de l'Association des petites industries à la Fédération.
- 43 Nouveau président de la FIE. M. Muhammad Farîd Khamîs est né en 1940. Il a émigré au Koweït en 1967 pour travailler comme comptable dans une entreprise de tapis, puis dans l'importation de textiles est-allemands par les pays du Golfe. De retour en Égypte en 1978, il se lance dans la production de tapis. En 1993, son chiffre d'affaires s'élève à 280 millions \$, dont 150 millions provenant de l'exportation. Par ailleurs, il est propriétaire d'usines de tapis aux États-Unis, en Russie et en Belgique³⁹. Le profil de M. Khamîs cadre parfaitement avec la politique économique actuelle de l'Égypte : un grand producteur égyptien fortement orienté vers l'exportation. Il entretient de bonnes relations avec le président Mubarak et, de plus, a réussi à réunir la plupart des entrepreneurs de la ville nouvelle la plus importante d'Égypte dans l'Association des investisseurs du Dix-de-Ramadan . En même temps, il manifeste une vive opposition

aux hommes d'affaires égyptiens qui se lancent dans l'importation « sans penser à l'avenir de leurs enfants ». Il semble que M. Khamîs mûrit le projet politique de réorganiser la FIE et de la relier à la FGCC, ainsi que de réduire le rôle de l'EBA et de l'ABA.

- 44 Il n'est pas facile d'évaluer l'influence de la FIE sur la mise en place d'une politique dans la mesure où ses activités n'ont pas été répertoriées, pas même dans les rares publications officielles des années 80. Nous avons donc puisé nos informations dans la presse et, depuis janvier 1994, dans le rapport mensuel des activités de la Fédération. Selon ces rapports, la Fédération a réussi à faire mettre en place un « Conseil supérieur pour la promotion de l'exportation », et la constitution de ce conseil a fait l'objet d'un décret du premier ministre daté du 8 mai 1994⁴⁰. La Fédération vise à obtenir la simplification des formalités, la réduction des taxes douanières sur les matières premières et à encourager l'exportation. Par ailleurs, elle fait partie de tous les comités conjoints formés dans les différents ministères pour discuter les projets de lois (nouvelle loi du travail) ou les décrets d'application (loi relative à l'impôt unique sur le revenu).

La Fédération générale des chambres de commerce (FGCC)

- 45 Créées avant la révolution, les chambres de commerce furent réformées en 1955 lors de la fondation de la Fédération générale destinée à les rassembler. Ces deux types d'institutions sont régies par la loi 189 de 1959 et le décret 399 de 1986 du Ministère de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur. L'inscription y est obligatoire et le nombre d'adhésions s'élève à près de trois millions, ce qui représente 70% des entreprises commerciales⁴¹. Durant les années 70, ces chambres constituaient le principal lieu de représentation des intérêts commerciaux; cependant, dès le début des années 80, les principaux hommes d'affaires fondèrent leurs propres associations à but non lucratif.
- 46 Les chambres de commerce, fondées sur une base régionale, sont au nombre de 25, chacune étant divisée en plusieurs branches (20 branches pour le Caire). La moitié des membres de leur conseil d'administration est nommée par le ministre de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, l'autre moitié élue. Le conseil de la Fédération générale regroupe les présidents des 25 chambres, plus six autres membres nommés par le ministère, soit un total de 31 membres. Les activités de ces chambres couvrent la réglementation de la concurrence par l'émission de permis et de franchises, le contrôle des prix et le recueil d'informations sur le marché local; la délivrance de licences d'importation.
- 47 La Fédération générale et les chambres de commerce sont étroitement contrôlées par le gouvernement : vers le début des années 80, 20 présidents de chambres étaient des dirigeants des branches régionales du Parti national démocrate et plusieurs d'entre eux étaient aussi membres de l'Assemblée du Peuple ou du Conseil consultatif.
- 48 Dès le milieu des années 70, plusieurs propositions virent le jour pour modifier la structure de la Fédération générale et des chambres. La FGCC revendiquait son autonomie par rapport au ministère et entendait jouer un rôle plus important dans la prise de décision. Elle voulait notamment que son autorité s'étendît au capital, étranger investi en Égypte. De son côté, le ministère cherchait à renforcer son pouvoir sur les chambres de commerce⁴². En 1991, il y eut une proposition qui aurait effectivement permis à la Fédération d'accéder à son indépendance. Un projet de loi la réorganisant a été soumis au parlement en juin 1994. L'adhésion à la Fédération conserverait

probablement son caractère obligatoire, mais la Fédération serait moins dépendante du ministère et se chargerait de l'assurance médicale de ses membres. Ce projet provoque une forte opposition de la part de l'EBA, qui conteste l'affiliation obligatoire et n'approuve ni les frais de cotisation ni les fonctions attribuées à la FGCC. Les temps ont changé depuis 1986, lorsque la FGCC protestait contre la prédominance de l'EBA et la pression qu'elle exerçait à son détriment⁴³. La nouvelle loi peut permettre à la FGCC de regagner un peu du terrain perdu⁴⁴.

L'association des hommes d'affaires égyptiens (EBA)

- 49 Dans les années 80, l'EBA était le défenseur attitré des élites économiques du secteur privé. Au début de la décennie 90, ses membres perdirent beaucoup de leur crédit, tant auprès des médias et de l'opinion publique qu'auprès des milieux étatiques, et furent taxés de « parasitisme ». Leur réhabilitation fut néanmoins assez rapide, surtout auprès de l'État, pour quatre raisons : premièrement, la politique économique confuse et contradictoire des années 80 a été décisive dans l'émergence des importateurs; deuxièmement, les pressions exercées par les États-Unis et, dans une moindre mesure, par les institutions internationales ont largement favorisé la création d'organisations d'hommes d'affaires travaillant dans le commerce intérieur, rôle auquel l'EBA répondait parfaitement : dans les premiers temps de sa création, cette association a reçu l'appui du Conseil des hommes d'affaires égypto-américains, *Egypt-US Business Council*, et de la Chambre de commerce américaine (Amcham); troisièmement, l'association a fait preuve d'innovation, d'efficacité et de professionnalisme dans sa manière d'aborder les questions économiques, contrairement aux organismes corporatifs plus anciens; quatrièmement, le gouvernement a estimé que le fait d'entretenir un contact direct avec le secteur privé augmenterait son emprise sur ce dernier.
- 50 Aujourd'hui, l'Association a perdu son exclusivité en matière de représentation des acteurs économiques du secteur privé. Cela tient au moins à trois raisons. Tout d'abord, sur le plan national, la politique économique s'oriente vers l'exportation, ce qui permet aux entrepreneurs de gagner une certaine autonomie. Même si cela ne conduit pas à nier le rôle des importateurs, il n'en est pas moins vrai que celui-ci a décliné. Ensuite, de nouvelles associations ont vu le jour et d'autres, plus anciennes, ont été revigorées (FIE, FGCC). Enfin, des acteurs internationaux comme l'US AID, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), offrent à d'autres associations et aux petits producteurs diverses formes d'aide et d'association. Ajoutons à cela qu'en consultant de manière systématique toutes les associations d'hommes d'affaires, le gouvernement met un terme, *de facto*, au rôle exclusif de représentation de l'Association des hommes d'affaires égyptiens.

Constitution

- 51 L'EBA soutient avoir commencé ses activités en 1975 comme club formé de trois membres et s'être officiellement constituée en association à but non lucratif en 1979⁴⁵. Ses objectifs sont l'instauration d'un bon climat pour les affaires et la promotion des liens avec les milieux d'affaires internationaux⁴⁶. Les fondateurs se définissent comme étant « des hommes d'affaires sérieux » qui ont une mission et se distinguent de ceux qu'ils appellent les « aventuriers ». Ces deux affirmations donnent une idée claire de l'image négative dont pâtissaient les hommes d'affaires vers la fin des années 70 et au début des années 80.

Nombre d'adhérents

- 52 L'adhésion à l'EBA est individuelle. Le candidat doit avoir un rôle de décideur et au moins dix ans d'expérience. Il peut relever du secteur public ou privé, mais vient généralement du privé. Des trois « pionniers » du départ, l'association est passée à 76 membres en 1979, 205 en 1983 et 385 en 1989. Elle semble s'être plus ou moins stabilisée autour de cet effectif ou avoir légèrement décliné ensuite puisque l'effectif était de 372 membres en 1993. Le rapport annuel fournit une liste de 20 à 40 nouveaux membres par année durant la période de 1988 à 1993, ce qui signifie que l'association en perd autant durant la même période. Selon les dirigeants de l'association, cette stabilité des effectifs est due au caractère très élitiste de l'association et non — ce qui serait plus vraisemblable — à la concurrence des autres groupes d'intérêt, au nombre limité des grands hommes d'affaires et au fait que le leadership de l'association ne se renouvelle pas. En effet, sur les 11 membres qui constituent le Conseil d'administration, 3 seulement ont changé au cours des six dernières années. Le président actuel, M. Sa'îd Al-Tawîl, l'un des fondateurs de l'association, occupe cette fonction depuis 1982.

Activités professionnelles des adhérents

- 53 Elles sont très variées, allant de la banque à l'industrie en passant par l'exportation, l'investissement, la construction et la représentation de firmes étrangères. Sur cette question, les publications officielles de l'EBA sont peu précises et comportent des contradictions. Selon une publication de 1990, 33% des adhérents appartiendraient au domaine de l'industrie, 28% à celui de l'expertise technique (ingénierie, finances, droit, comptabilité), 26% seraient des représentants de sociétés étrangères, 18% exerceraient des activités relatives à l'investissement, 12% au pétrole, 8% travailleraient dans l'agriculture, 6% dans le tourisme, 6% dans les transports et 6% dans le secteur bancaire⁴⁷. Or, en examinant la distribution des adhérents dans les différents comités internes spécialisés, on constate que, pour la même année, le comité industriel regroupe 15,5% de l'ensemble⁴⁸.
- 54 Ainsi, quatre traits principaux pourraient être dégagés. En premier lieu, apparemment, les activités non industrielles représenteraient 80%; en second lieu, les grandes industries n'y sont généralement pas représentées; en troisième lieu, les secteurs de l'importation et de la représentation commerciale ainsi que les activités d'expertise et de services constituent toujours une composante importante des activités des membres de l'EBA; en dernier lieu, les membres de l'association ont fortement diversifié leurs activités. Un adhérent a rarement une seule activité; le plus souvent, il en cumule trois ou davantage. Ainsi, l'importation de certaines marchandises s'effectue parallèlement à la production locale d'autres articles, et il n'est pas rare de voir s'y ajouter l'exportation d'un troisième type de produits ainsi que l'expertise dans un quatrième domaine. A titre d'exemple, tel membre est à la fois importateur de matériel chimique industriel, concessionnaire de matériel électrique, représentant de sociétés étrangères dans des projets dés en main, consultant et exportateur de fruits et légumes. Un autre est concessionnaire de pièces détachées de voitures françaises en même temps qu'exportateur de marchandises égyptiennes, importateur de bois et fabricant de pièces détachées⁴⁹. Il n'est donc pas étonnant que le conseil d'administration de l'EBA soit majoritairement formé de personnes exerçant des activités non industrielles comme les experts, les concessionnaires et les commerçants (essentiellement des importateurs). Deux d'entre eux seulement sont producteurs (produits alimentaires et T-shirts) et deux autres entrepreneurs. Outre le fait qu'elle offre davantage de possibilités de réaliser des bénéfices, cette diversification permettrait de se prémunir

contre les difficultés que peut rencontrer un secteur déterminé. Plus encore peut-être, ce serait en quelque sorte une « assurance » politique. Le fait d'avoir une activité industrielle permet de se protéger plus facilement de l'accusation d'être un « parasite », d'être « manipulé par les capitalistes étrangers » ou de « détruire l'économie nationale », qui a besoin de produire pour l'exportation et non d'importer des produits de consommation ou de se livrer à la spéculation.

Le poids économique et politique de l'affiliation à l'EBA

- 55 D'importants hommes d'affaires sont affiliés à l'EBA sans pour autant y jouer un rôle actif. Un petit nombre d'entre eux représente, officieusement et à titre honorifique, d'autres groupes d'intérêt économiques, et le nombre d'anciens ministres affiliés à l'association est très limité. L'un des trois fondateurs, feu 'Abd al-Rahman al-Shazlî, était ministre de l'Approvisionnement. Actuellement, seul le vice-président de l'association, 'Ali Gamâl al-Nazîr, est un ancien ministre de la Coopération économique, du tourisme et de l'aviation civile. Certains anciens ministres influents ont jadis fait partie de l'association : 'Abd al-'Azîz Higâzî, premier ministre dans les années 70, Sultan Abu 'Alî, ancien ministre de l'Economie, en sont des exemples. Un seul membre éminent de l'association a été nommé ministre alors qu'il était adhérent, Fu'âd Sultân⁵⁰.

Les comités spécialisés

- 56 Parmi les douze comités actuels, ceux de l'investissement, de l'industrie, de l'importation et de l'exportation sont de loin les plus importants quant à l'effectif; les comités aux effectifs les plus réduits sont ceux des impôts, de la législation économique et du tourisme. D'après les chiffres officiels, chaque membre fait partie de trois à quatre comités. Les responsables des comités sont souvent choisis parmi les experts les plus compétents dans ce domaine. La participation aux travaux des comités est faible, et les réunions irrégulières.

Les rapports avec le pouvoir exécutif

- 57 Ces rapports ont considérablement changé depuis le milieu des années 80. En décembre 1985, le premier ministre annonçait officiellement, sous forme de décret, la constitution d'un comité conjoint composé de sept représentants du gouvernement et de quatorze hommes d'affaires dont la moitié était affiliée à l'EBA. La FIE, la Fédération des banques, la FGCC et l'ABA étaient représentées chacune par un membre. De fortes contestations s'ensuivirent, menées essentiellement par la FGCC, et le comité ne survécut pas longtemps, mais ouvrit la voie à différents types de rapports entre l'association et le gouvernement.
- 58 Les réunions regroupant les ministres, les présidents des comités spécialisés et le conseil d'administration de l'association sont assez fréquentes. Les comités de l'association participent aux comités conjoints chargés d'élaborer les lois (avant qu'elles ne soient soumises à l'Assemblée du Peuple) et leurs décrets d'application⁵¹. Ils se réunissent avec les responsables des différents organismes, notamment la GAFI (Général Authority for Investment). Les membres de l'association sont représentés dans les conseils d'un nombre croissant d'institutions et d'organismes divers. En 1992, comme nous l'avons vu, 32 membres de l'EBA ont été nommés dans les conseils d'administration et les assemblées générales des sociétés de holding créées en vue de restructurer le secteur public⁵². Ils participent activement à des conférences nationales sur des thèmes économiques, voire les co-organisent. L'EBA étant représentée par son président à la commission préparatoire de la Conférence sur le « Dialogue national »,

celui-ci fait par conséquent partie, avec d'autres membres de l'association, de la commission économique du Dialogue national lui-même⁵³.

- 59 Outre le nombre croissant de réunions et leur institutionnalisation, ainsi que le nombre croissant de nominations dans les conseils d'administration, l'élément le plus intéressant a été la contribution active de l'association à l'élaboration des décrets d'application des lois économiques et, parfois, à celle des lois elles-mêmes. En revanche, l'association ne participe pas à l'élaboration des projets de lois. Pour l'instant, elle exerce surtout une influence dans la rédaction des décrets d'application.

Rapports avec le pouvoir législatif

- 60 Depuis 1991, le conseil d'administration de l'EBA a jugé utile de tenir des réunions avec le président et les comités économiques de l'Assemblée du Peuple (parlement). Les deux premières rencontres entre l'association et les comités de la main-d'œuvre, de la culture, des médias et du tourisme eurent lieu dans la même année. En janvier 1992, le conseil et les présidents des comités rencontrèrent le président de l'Assemblée du Peuple, Fathî Surûr, et demandèrent à exposer au comité économique du parlement le point de vue des hommes d'affaires avant que les lois ne soient votées. L'EBA a même proposé que des projets de lois soient élaborés conjointement par les hommes d'affaires et l'Assemblée du Peuple sans attendre que le gouvernement s'en charge. F. Surûr a approuvé cette proposition et a exprimé la nécessité de tenir des réunions régulières⁵⁴. Depuis lors, l'EBA est toujours invitée à donner son avis dans les comités, économiques et autres, de l'Assemblée du Peuple.

Rapports avec les autres groupes d'intérêt

- 61 En 1988, l'EBA a accepté d'organiser, sous la présidence de son représentant, des réunions conjointes auxquelles participaient les autres associations d'hommes d'affaires, la FIE, la FGCC ainsi que la Fédération générale des syndicats (GFTU)⁵⁵. Une seule réunion a eu lieu, le 29 mai 1989⁵⁶. Depuis 1990, ces réunions se sont tenues sans la Fédération générale des syndicats, dont Muhammad Ghânim était le secrétaire général. Elles ont été suspendues en automne 1993 à cause, nous a confié un membre éminent de l'EBA, du manque de disponibilité de M. Muhammad Farîd Khamîs⁵⁷. Depuis 1991, l'EBA participe activement à l'élaboration des nouvelles lois régissant la FGCC et la FIE⁵⁸.

Rapports avec les partis politiques et position de l'EBA aux élections

- 62 L'EBA ne prend pas clairement position vis-à-vis des élections législatives. Elle pourrait toutefois soutenir ouvertement certains candidats aux élections législatives prévues à l'automne 1995. Rares sont les adhérents qui sont membres de l'Assemblée du Peuple ou du Conseil consultatif, et aucun d'entre eux n'y joue un rôle important. Le fait que les groupes d'intérêt restent à l'écart des partis politiques, tant du PND (Parti national démocrate au pouvoir), que de ceux de l'opposition, semble se confirmer en ce qui concerne l'EBA, qui n'a eu que de rares réunions avec le comité économique du PND⁵⁹, alors qu'aucun de ses membres n'en faisait partie, et qui n'entretient pas non plus de rapports réguliers ou importants avec le *Wafd* ou le Parti libéral, comme on aurait pu s'y attendre.

Les ressources

- 63 Le budget de l'EBA n'a pas été publié depuis 1988. Les principales ressources de l'association sont supposées provenir des cotisations annuelles, qui sont de 1.000 LE par membre mais qui, apparemment, ne sont pas versées régulièrement. L'EBA ne semble pas recevoir de subventions d'organisations internationales et, contrairement à l'ABA qui gère le projet de promotion des petites et micro-entreprises financé par l'US AID,

elle ne semble pas avoir réussi à servir d'intermédiaire ou à mener des projets financés par l'étranger.

Rôle international et comités régionaux

- 64 II ne faut cependant pas sous-estimer le rôle de l'EBA. Celle-ci consacre en effet un temps et des ressources considérables à l'accueil des délégations étrangères et à la visite des pays étrangers. Une bonne partie de cette activité internationale est assurée par les 15 comités régionaux qui couvrent 3 pays arabes et européens, ainsi que les États-Unis et le Canada. Par ailleurs, l'EBA a signé plusieurs conventions avec des organisations analogues dans d'autres pays, notamment en Afrique. De plus en plus, les membres de l'EBA sont invités à accompagner les délégations ministérielles dans leurs missions à l'étranger. Depuis juin 1990 se tient à Londres une conférence annuelle réunissant les Égyptiens de l'étranger pour étudier les possibilités d'investissement dans le pays. Ces manifestations de grande envergure sont essentiellement centrées sur l'importation en ce qui concerne les pays occidentaux, et l'exportation en ce qui concerne les pays arabes et africains. Ces conférences sont, pour les membres de l'EBA, le lieu de rencontre idéal pour conclure des affaires. Dans certains cas néanmoins, le conseil d'administration demande que l'association se consacre davantage aux affaires locales qu'aux activités internationales.

Rapports avec les organisations internationales de financement

- 65 Les réunions avec la Banque mondiale, le FMI, l'US AID et le PNUD, avec ou sans la participation de l'Amcham sont peu fréquentes. Les discussions avec la Banque mondiale ont essentiellement porté sur la privatisation; avec le FMI, il a surtout été question de mesures de stabilisation, et avec l'US AID et le PNUD, l'accent a été mis sur la coopération entre ces institutions et l'EBA. Au cours d'une réunion avec le Fonds Social pour le Développement (FSD), organisme égyptien dont le rôle est d'atténuer les effets négatifs de l'ajustement structurel et en particulier le chômage que pourraient entraîner les privatisations, l'accent a été mis sur une éventuelle coopération entre l'EBA et le FSD pour la mise en œuvre d'une partie du programme de ce dernier.

Réorganisation

- 66 En 1994, Hâzim Zakî Hassan a été chargé de mettre au point un projet de restructuration de l'EBA. Que cette demande ait été formulée juste au moment où la réforme de la FGCC et de la FIE semble se matérialiser n'est pas une pure coïncidence. Curieusement, une demande similaire provenant de la FIE a été adressée à Hazim Hassan, qui devait cette fois élaborer un plan de restructuration de cette dernière. La réforme de l'EBA pourrait suivre l'orientation que 'Adil Gazarîr considère comme la seule possible pour l'avenir de l'association, à savoir une organisation d'employeurs ayant une fonction distincte de celle de la FIE et de la FGCC.

Positions sur les questions d'ordre économique

- 67 Comme le montre le document préparé à l'occasion de la conférence sur la production nationale qui s'est tenue en 1988, l'Association des hommes d'affaires égyptiens a pris position sur toutes les questions économiques⁶⁰. Elle a surtout critiqué l'indécision du gouvernement et le manque de « participation véritable » du secteur privé dans le processus de prise de décision, et elle a mis l'accent sur le droit d'accéder à des informations économiques précises. Dans les lignes qui suivent, nous exposons les quatre principaux dossiers de politique économique.

a) La privatisation

- 68 L'EBA n'a pas été un chaud partisan de la politique de privatisation jusqu'à son lancement en 1990. En 1988, elle avait seulement préconisé la libéralisation du secteur public et demandé que la propriété soit séparée de la gestion afin d'augmenter la production; pour l'association, les secteurs public et privé sont complémentaires⁶¹. Sa principale revendication portait sur la nécessité que les deux secteurs soient soumis aux mêmes réglementations et qu'ils bénéficient des mêmes avantages. En 1991, la position de l'EBA avait changé ou était, du moins, plus tranchée. Toutes les sociétés, rentables ou non, devaient, selon elle, être vendues. Elle soutenait le droit du secteur privé à récupérer les sociétés nationalisées sans dédommagement. Il faudrait donc prendre ce droit en considération. Selon une publication de l'association, ce que l'on appelle des « bénéfiques socialistes » constitue en fait un « socialisme de la pauvreté » dans la mesure où il n'y a pas de ressources à distribuer. C'est ce que les travailleurs égyptiens et les syndicats ne devraient pas perdre de vue lorsqu'ils s'opposent à la privatisation⁶².
- 69 L'EBA a en outre critiqué certaines dispositions de la loi 203 de 1991 telles que le versement aux employés de toutes les filiales (même après la privatisation) d'un minimum de 10% des bénéfices, ainsi que le manque d'indépendance des filiales à l'égard des holdings⁶³. Depuis, l'Association critique la lenteur des privatisations, estimant que pour pouvoir obtenir la confiance des investisseurs potentiels, elles doivent être opérées rapidement. La lenteur du processus est due, selon l'association, au fait que ceux qui mènent les privatisations n'en sont guère partisans. Elle en appelle donc à une plus grande transparence dans l'évaluation des sociétés privatisables, à la mise en place d'un cadre juridique, à l'unification du régime fiscal, à l'activation du marché des capitaux, à l'achèvement de la libéralisation du commerce, à la reconsidération des lois du travail et à la liberté de détenir un nombre illimité d'actions⁶⁴.
- 70 Par le biais de ses 32 membres qui font partie des conseils d'administration des holdings, l'EBA est au moins en mesure de contrôler la mise en œuvre du processus de restructuration et de privatisation. En organisant des rencontres avec ces derniers, elle s'efforce de coordonner leurs activités⁶⁵.
- b) La fiscalité
- 71 L'EBA exerce peu d'influence en matière de fiscalité. Elle s'est opposée en vain à la taxe sur les ventes, entrée en vigueur en mai 1991 (loi 11 de 1991) et à l'impôt unique sur le revenu instauré en janvier 1994 (loi 187 de 1993). Il n'est donc pas surprenant que l'association demande une limitation des dépenses publiques (subventions aux produits alimentaires et aux entreprises publiques) plutôt qu'une augmentation des impôts.
- 72 En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires, qui s'élève à 10% en moyenne et constitue la première phase de la taxe sur les ventes, ce n'est qu'après la promulgation de la loi et de ses décrets d'application que l'association a préparé un rapport détaillé sur la question. Dans ce rapport, l'EBA note les conséquences négatives de la loi sur la croissance économique à une époque de récession et de réforme, et préconise l'abaissement de son taux de 10 à 5%, l'extension des exemptions et la soumission des machines et des matières premières à un régime fiscal différent, semblable à celui qui est appliqué à la production à des fins d'exportation⁶⁶.
- 73 Entre le moment où le projet de loi relatif à l'impôt unifié a été déposé au parlement et son adoption, il s'est écoulé moins de quatre jours. Cet *iter legislativo* était dicté par les engagements internationaux pris par l'État et par la l'opposition présumée à cette loi.

Pour qu'elle puisse entrer en vigueur en 1994, comme le gouvernement s'y était engagé vis-à-vis du FMI, il fallait qu'elle ait été promulguée avant la (in de 1993⁶⁷. L'Assemblée du Peuple l'amenda considérablement. Cette loi, qui prévoit un taux de prélèvement de 48% sur les revenus dépassant 68.000 LE (environ 20.000 \$), a été perçue par les hommes d'affaires comme extrêmement défavorable⁶⁸. Soutenant que des prélèvements moins élevés augmenteraient les recettes en diminuant la fraude fiscale, très forte sous l'ancienne loi de 1981⁶⁹, l'EBA suggérait un prélèvement maximum de 30% sur les revenus excédant 300.000 LE, et demandait que les investisseurs, les exportateurs et les hommes d'affaires ayant enregistré des pertes bénéficient d'exemptions.

c) La libéralisation du commerce extérieur

- ⁷⁴ L'influence de l'EBA sur la réglementation de l'import-export semble plus forte que sur les questions fiscales. L'EBA revendique la protection de l'État contre le dumping et la concurrence déloyale des producteurs étrangers. Elle réclame aussi différents types d'encouragement à l'exportation. De manière générale, elle exige la simplification des formalités relatives à l'export-import et la réduction des droits de douane sur les intrants, matières premières et machines surtout⁷⁰.

d) Réglementation du travail et de l'emploi

- ⁷⁵ L'EBA participe à l'élaboration du projet de nouvelle loi du travail qui devrait remplacer la loi 137 de 1981⁷¹, mais qui est controversée. Elle est supposée assurer à l'employeur la liberté de recrutement et de licenciement et à l'employé le droit de grève. L'EBA souhaiterait cependant limiter la capacité de l'employé à lutter contre les décisions qui lui seraient défavorables⁷².
- ⁷⁶ Cette nouvelle loi est étroitement liée à la politique de privatisation. L'EBA préconise le licenciement de toute la main-d'oeuvre excédentaire, à laquelle serait versée une indemnité, et se montre convaincue de la capacité du Fonds social de développement à assurer la reconversion de tous les travailleurs qui en auraient besoin⁷³. Selon l'association, les causes du chômage sont le manque d'investissements, l'inflation, la faible croissance, la pression démographique et l'absence d'une politique de main-d'oeuvre suffisamment claire⁷⁴.

Quelques conclusions sur l'EBA

- ⁷⁷ Le fait que l'EBA ait réussi à se frayer un chemin dans les milieux étatiques, d'où d'autres groupes ont été exclus ou dans lesquels ils sont sous-représentés, tient le plus souvent à la conjugaison de plusieurs facteurs : sa taille limitée, son homogénéité, son caractère à but non lucratif, le fait qu'elle n'ait pas été créée par l'État, la richesse de ses membres, leurs liens avec l'élite politique ou administrative. Parallèlement, le manque de flexibilité (structure bureaucratique à l'extrême) des autres groupes de pression, notamment la RE, la FGCC et les syndicats, a favorisé l'émergence de l'EBA⁷⁵. Mais ce qui est peut-être encore plus important, c'est le fait que l'EBA et ses membres ont joué un rôle primordial dans cette phase très particulière du développement économique de l'Égypte en contribuant à relier le pays à l'aide américaine, au marché mondial et aux investisseurs étrangers. Ce n'est pas par pure coïncidence que le succès de l'EBA est lié à l'appui de l'*Egypt-Us Business Council*, qui a également contribué à la création de l'*American Chamber of Commerce in Egypt*. L'EBA s'est épanouie, après la mort du président Sadate, essentiellement grâce à la politique économique du président Moubarak. Le gouvernement pouvait ainsi contrôler plus facilement l'EBA comme il l'a fait pour les autres groupes.

L'association des hommes d'affaires d'Alexandrie

- 78 Créé en 1983, le Comité économique des hommes d'affaires d'Alexandrie faisait partie de la Chambre de commerce d'Alexandrie. En 1989, il se constitue en association à but non lucratif régie par la loi 32 de 1964⁷⁶ et prend le nom d'Alexandria Businessmen's Association (ABA). Elle vise notamment à renforcer les relations entre les hommes d'affaires et les autorités ainsi qu'à améliorer les services publics par la rénovation et l'aménagement d'hôpitaux, d'écoles et de centres sociaux⁷⁷. Un comité spécial a été créé pour recueillir les contributions que les membres prélèvent sur leur *zakat*⁷⁸ et qui servent à financer des projets caritatifs⁷⁹. Ces activités sociales constituent une différence fondamentale entre l'ABA, d'une part, et l'EBA et les autres groupes d'intérêt, d'autre part (à l'exception, peut-être, de l'Association des investisseurs du Dix-de-Ramadan).

Effectifs et milieu professionnel

- 79 En 1987, le Comité économique avait 170 membres⁸⁰. En 1991, l'ABA en comptait 246. Selon l'annuaire de 1991, 30% de ces membres avaient pour principale activité le commerce et la représentation commerciale, 26% étaient dans l'industrie, 11% étaient armateurs, 9% exerçaient dans le secteur bancaire et les assurances, 8% dans les services et 5% dans l'ingénierie, la gestion, le tourisme ou l'agriculture. Comparés à leurs homologues de l'EBA, les membres de l'ABA sont davantage tournés vers le commerce et leurs activités sont moins diversifiées. Cela ne peut être interprété par le seul rôle géographique d'Alexandrie; cette ville est en effet très industrialisée, mais l'industrie est sous-représentée dans l'ABA où l'adhésion semble moins élitiste que dans l'EBA. Le conseil d'administration, présidé par Muhammad 'Abd al-Fattâh Ragab, est formé de quinze membres dont six commerçants et quatre industriels, les autres étant des constructeurs, des dentistes, des experts-conseils, etc.⁸¹.

Activités

- 80 La vie associative de l'ABA comporte des réunions internes, l'invitation de conférenciers des différents ministères et administrations (mais rarement des ministres), des personnalités étrangères (surtout américaines), mais aussi des professeurs d'université, des ministres de l'éducation, et autres, qui ne se limitent pas aux questions purement économiques mais traitent également de thèmes culturels et religieux. Rares au départ, les études portant sur les questions de réglementation de l'import-export, les douanes et les taxes sont de plus en plus nombreuses⁸².

Rapports de l'ABA avec le pouvoir exécutif

- 81 Ils ont suivi la même évolution que ceux de l'EBA. Dans un premier temps, ils étaient fondés sur l'organisation de grandes conférences (ou la participation à celles-ci) auxquelles les ministres étaient invités⁸³. Cependant, peu après sa création, l'ABA faisait partie du comité conjoint de 1985 et était intégrée au milieu des affaires, mais elle n'y était représentée que par un seul membre alors que l'EBA en comptait bien davantage. L'ABA est invitée à participer aux réunions tenues par les différents ministères pour discuter les projets de lois et les décrets d'application. Les membres de l'ABA sont également nommés dans les conseils ou les assemblées générales des administrations publiques. Par ailleurs, quarante d'entre eux ont fait partie des assemblées générales des sociétés de holding, ce qui représente huit membres de plus que l'EBA⁸⁴.

Rapports de l'ABA avec le pouvoir législatif et les élections

- 82 En 1987, les huit adhérents de l'ABA, tous membres du PND — et parmi lesquels on trouvait notamment Muhyi al-Dîn al-Salam al-Shazlî, secrétaire général du parti à

Alexandrie, ainsi que son adjoint — qui s'étaient présentés aux élections législatives, ont tous été élus⁸⁵. Un autre, Tahir Bishr Mustafa⁸⁶, était président du conseil d'administration d'une entreprise publique; deux autres élus étaient membres de l'ABA, mais pas à Alexandrie. Certains ont occupé des fonctions importantes à l'Assemblée du Peuple : Muhammad Ahmad 'Abd Allah (président du Comité des Affaires étrangères) et Tal'at Mustafa Ibrâhîm (vice-président du Comité du logement). En revanche, aux élections de 1990, on ne comptait que deux députés membres de l'ABA, et deux autres membres faisaient partie du Conseil consultatif, tous les quatre étant dans le conseil d'administration de l'ABA. Ce n'est pas cette dernière qui présente ses membres aux élections législatives; à l'inverse, elle essaie d'attirer des députés dans ses rangs et les nomme à son conseil d'administration. Rien n'indique par ailleurs que ces membres défendent de manière active les intérêts de l'ABA au parlement. Comme les autres groupes d'intérêt, l'ABA a sa place aux audiences des différents comités parlementaires au moment où les projets de lois sont débattus.

Rapports de l'ABA avec les autres groupes d'intérêt

- 83 L'ABA cherche à collaborer avec les groupes analogues et participe aux réunions mixtes. En 1990, elle a proposé, sans résultat, la création d'une fédération des associations d'hommes d'affaires en Égypte, qui aurait regroupé l'EBA, l'ABA, la FGCC et la FIE ainsi que les quatre associations d'investisseurs⁸⁷. L'ABA a toujours été en quelque sorte éclipsée par l'EBA et, plus récemment, par les associations d'investisseurs.
- 84 Le président de l'Association des investisseurs de Burg al-'Arab, R. M. Rashîd, est également membre du conseil d'administration de l'ABA. Par ailleurs, le président de l'ABA, Muhammad 'Abd al-Fattah Ragab, est membre de l'EBA, alors que le président de cette dernière, Sa'îd al-Tawîl, ne fait pas partie de l'ABA. Contrairement à ce qui s'est produit au Caire entre l'EBA, la CGC (Chambre de commerce du Caire) et la FGCC, l'ABA a toujours gardé de bons rapports avec les Chambres de commerce d'Alexandrie, même après s'en être détachée.

Rapports avec l'US AID

- 85 L'ABA coordonne localement le projet de l'US AID. « Small and Micro Enterprise Project », dont l'objectif est de créer des emplois et de tirer des revenus des entreprises d'Alexandrie. Programmé sur sept ans, le projet, qui semble être une vraie réussite, a débuté en 1989 avec un budget de dix millions de dollars dont 20% sont affectés aux dépenses d'exploitation⁸⁸. C'est le premier du genre en Égypte et ce n'est que très récemment qu'il a démarré au Caire, où il est coordonné par l'*Egyptian Foundation for Small Industries* et non par l'EBA comme prévu. Depuis 1993, l'ABA exerce également des activités créatrices d'emplois pour les Jeunes par (e) biais du Fonds social de développement⁸⁹.

Positions de l'ABA sur les questions d'ordre économique

- 86 Comme on peut s'y attendre, la réglementation de l'export-import est un thème essentiel pour l'ABA, qui estime que la loi 118 de 1975 ne devrait pas être révisée et amendée par des décrets ministériels, mais plutôt remplacée par une nouvelle loi mettant l'accent sur l'entière liberté de l'import-export, celui-ci ne devant être soumis à aucun contrôle ou interférence dans le prix des marchandises. L'ABA s'oppose au fait que des étrangers soient autorisés à devenir des agents commerciaux de sociétés étrangères car, selon l'association, « tout Égyptien qui aime sa patrie devrait créer des emplois pour ses compatriotes ». Les obstacles à l'exportation sont identifiés comme

suit: insuffisance de la production excédentaire; coût élevé des produits égyptiens; qualité peu satisfaisante de ces produits; faible capacité à ouvrir de nouveaux marchés.

- 87 Selon l'ABA, la solution réside dans les primes à l'exportation (qu'il faudrait porter à 30%), le développement des industries de main-d'œuvre, non seulement dans les villes nouvelles mais aussi dans les autres, la réduction des droits et taxes et l'amélioration de la réglementation, la réduction de la taxe sur le chiffre d'affaires et l'exemption des machines et des matières premières⁹⁰.
- 88 Les critiques de l'ABA sur la question de la taxe unifiée sont moins virulentes que celles de l'EBA. L'ABA a même plaidé pour un traitement plus favorable des classes à faible revenu et, dans l'une de ses déclarations, a cité le Liban comme exemple de pays où une réduction des impôts de 60 à 20% a eu pour effet une augmentation des recettes fiscales.

Les associations d'investisseurs

- 89 Depuis le milieu des années 70, douze villes nouvelles ont été créées en vue de diminuer la pression industrielle (et démographique) dans les principales villes d'Égypte. En vertu de la loi 43 de 1974, les investisseurs dans ces villes se sont vu accorder, entre autres avantages, une période d'exonération fiscale de dix ans. Quatre de ces villes sont devenues de grandes zones industrielles et résidentielles. La première, celle du Dix-de-Ramadan (à 50 km du Caire), est actuellement la plus importante. Les trois autres sont la ville du Six-Octobre, Sadat-City (respectivement à 32 et 93 km du Caire), et Burg Al-'Arab. Sur un total de 1.091 usines dans les quatre villes, 685 sont implantées à Dix-de-Ramadan, sans compter 600 usines plus grandes encore en construction et un millier de petites industries. La plupart de ces entreprises sont privées et majoritairement égyptiennes, un nombre limité d'entre elles étant des projets conjoints⁹¹.
- 90 Muhammad Farîd Khamîs, installé depuis 1978 à Dix-de-Ramadan, y a fondé, en 1986, l'Association des investisseurs du Dix-de-Ramadan. Régie par la loi 32 de 1964, elle fournit à ses membres et aux nouveaux investisseurs divers services. Sous le leadership de M. Khamîs, les entrepreneurs de la cité ont constitué un groupe de pression important dans la mise en place de la politique économique de l'Égypte, surtout après la nomination de son leader à la présidence de la FIE. M. Khamîs a par ailleurs joué un rôle décisif dans la création de l'Association des investisseurs du Six-Octobre, alors qu'une association semblable était créée à Burg al-'Arab. Si une nouvelle bourgeoisie d'entrepreneurs émerge en Égypte, elle se constituera très vraisemblablement autour des entrepreneurs de ces villes nouvelles.

Les associations liées aux États-Unis

- 91 Les États-Unis, on le sait, ont de gros enjeux politico-stratégiques en Égypte depuis les accords de Camp David. Les institutions américaines basées en Égypte tentent d'assurer la coordination entre les entreprises américaines installées dans le pays ou exportant vers l'Égypte.
- 92 Trois indicateurs permettent de juger de l'importance des flux financiers et des relations économiques entre les deux pays. L'ensemble de l'aide américaine à l'Égypte est un indicateur important, mais qui ne renseigne pas à lui seul sur les sommes dépensées en Égypte par les États-Unis. Pour avoir une idée plus précise des relations entre les hommes d'affaires américains et égyptiens, il faudrait connaître le nombre d'industries et de services américains représentés en Égypte, les investissements

directs (dans les projets conjoints) des États-Unis en Égypte, la balance et les composantes commerciales.

Le Conseil d'affaires américano-égyptien

- 93 Le Conseil d'affaires américano-égyptien (Egypt-US Business Council) a été fondé par un décret du président Sadate en 1975. Il se présente comme une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui permet aux hommes d'affaires égyptiens et américains de mener un dialogue sur les relations économiques bilatérales et d'assurer les moyens nécessaires à la stimulation du commerce et de l'investissement entre les deux pays. C'est également un instrument de liaison qui a, par la suite, permis de regrouper les hommes d'affaires dans le cadre d'une Chambre de commerce américaine au Caire et de l'Egyptian Businessmen's Association. Le Conseil est présidé, du côté égyptien, par Husayn Fathi Surûr, un important ingénieur-conseil. Son prédécesseur était Fu'âd Sultan, ancien ministre du Tourisme, qui s'est montré, plus que les autres ministres, partisan du libéralisme et de la privatisation. La principale activité de l'Egypt-US Business Council a consisté à créer, avec l'aide américaine, un bureau de promotion de l'investissement, l'US Investment Promotion Office (USIPO) en 1981, dont l'objectif est d'accroître les investissements américains en Égypte. En mars 1992, l'USIPO s'est transformé en Centre de développement du commerce (Trade Development Center) afin de participer également à la promotion des exportations égyptiennes. L'Egypt-US Business Council joue en quelque sorte un rôle économique et politique limité dans le cadre des institutions économiques et politiques américaines en Égypte que sont l'US AID, l'Ambassade des États-Unis et le Foreign Commercial Service (USFCS).

La Chambre de commerce américaine (Amcham)

- 94 Cette institution est un instrument essentiel pour promouvoir les politiques américaines en Égypte et pour relier les entreprises américaines à leurs représentants locaux. Fondée par décret du président de la République en octobre 1981, Amcham a démarré ses activités vers la fin de 1982. Officiellement, elle a pour objectif de promouvoir le développement du commerce et de l'investissement entre les deux pays et de défendre les intérêts de ses membres auprès des deux gouvernements. C'est, évidemment, la pierre angulaire du progrès de la libéralisation et de la privatisation et elle joue un rôle primordial dans la coordination des autres institutions américaines telles que l'ambassade des États-Unis, l'US AID et l'USFCS.
- 95 Comme dans toutes les chambres de commerce à l'étranger, la Chambre de commerce américaine en Égypte a un président de nationalité américaine (parfois d'origine égyptienne) et deux vice-présidents (américain et égyptien). Son conseil, formé de treize membres, est numériquement légèrement en faveur des Égyptiens. L'adhésion à l'Amcham est ouverte aux sociétés; celles-ci doivent être soit une représentation américaine ou l'agence égyptienne d'une firme américaine, soit une société égyptienne qui importe essentiellement des produits américains. Sur les 588 adhérents que comptait l'Amcham en juillet 1993, environ 20% sont américains et les autres égyptiens.
- 96 *Business Monthly*, publication officielle de l'Amcham, encourage la libéralisation économique. La privatisation en particulier y a été débattue et analysée depuis le milieu des années 80 et surtout, depuis la fin de 1987. Ce périodique présente souvent des interviews ou des contributions de ministres, de haut-fonctionnaires ou d'autres personnalités égyptiennes du secteur économique international, libéralistes convaincus comme Hâzim at-Biblawî, Sayyid al-Naggâr, 'Adil Gazarîn et S. al-Tawl. Rapports et

débats sur la privatisation, les impôts, le commerce, l'investissement et l'emploi sont les thèmes principaux de la revue. Un espace important y est aussi consacré aux représentants de l'US AID, du FMI et de la Banque mondiale.

- 97 Parmi ses autres activités importantes, l'Amcham envoie tous les ans aux États-Unis une délégation (« Doorknock Delegation ») chargée de promouvoir les investissements et le commerce américain avec l'Égypte, tant sur le plan politique que sur celui des affaires. Avant son départ, la délégation est toujours reçue par le président Mubarak qui l'invite à exposer et défendre la cause de l'Égypte auprès des responsables américains. L'Amcham dispose de quatorze comités internes qui étudient la législation égyptienne en matière d'économie et élaborent des documents sur la conjoncture économique. Ceux-ci seront présentés au gouvernement égyptien, au parlement, au GAFI et à d'autres organismes égyptiens ainsi qu'à l'ambassade des États-Unis. L'Amcham est aussi importante pour les intérêts américains que pour les Égyptiens qui les représentent sur le marché local, les importateurs de marchandises américaines et les entrepreneurs chargés des projets de l'US AID.

Les associations d'hommes d'affaires et les accords israélo-palestiniens

- 98 Les hommes d'affaires et les associations d'hommes d'affaires égyptiens. ont rarement exprimé, leurs réactions vis-à-vis des accords israélo-palestiniens signés en septembre 1993 à Oslo puis à Washington, et en mai 1994 au Caire.
- 99 L'ABB Susa Inc., une entreprise américaine d'ingénierie et de construction œuvrant dans plusieurs projets d'infrastructure financés par l'US AID, a été la première société étrangère à signer un contrat pour un projet financé par l'US AID et géré par les autorités palestiniennes, celui de la construction de deux tours résidentielles dans la ville de Gaza, selon Péter Hegedus, vice-président et directeur général de la société et sous-secrétaire de la commission Gaza-Jéricho de l'Amcham⁹². En fait, le plus grand souci du milieu des affaires en Égypte, qu'il s'agisse d'Égyptiens ou d'étrangers, est de trouver le moyen d'obtenir des contrats financés par des donateurs internationaux pour la reconstruction de la Palestine. ABB Susa Inc. est la première illustration du fait que les pays donateurs privilégieront, dans ce genre de contrats, leurs propres entreprises. Il faut donc s'attendre à ce que les sociétés égyptiennes, comme celles des autres pays de la région, obtiennent, dans le meilleur des cas, surtout des contrats de sous-traitance pour la fourniture des matières premières et des services, et non à ce qu'elles deviennent le principal contractant des projets.
- 100 L'Égypte est, certes, le pays du Moyen-Orient où la présence de l'US AID et des sociétés américaines est la plus forte. Cependant, bien que toutes ces sociétés fassent partie de la Chambre de commerce américaine en Égypte, le rôle de l'Amcham comme coordinateur et fournisseur d'informations sur les possibilités d'investissement et de commerce avec la Palestine est resté très limité, selon le président palestinien de la commission Gaza-Jéricho de l'Amcham résidant en Égypte, Sâlih Khalîl. En fait, la concurrence semble l'emporter sur la coopération. L'Amcham a néanmoins été d'une grande efficacité dans la mise en place d'un forum au cours duquel d'importants donateurs, entre autres la CEE et le Japon, ont pu, depuis septembre dernier, exposer leur politique.
- 101 Il n'est donc pas étonnant que les associations d'hommes d'affaires égyptiens aient demandé à leur gouvernement d'accéder à cet apport financier international, surtout aux fonds en provenance des États-Unis, et d'obtenir que les sociétés égyptiennes bénéficient du même traitement préférentiel que les sociétés américaines,

palestiniennes, jordaniennes et israéliennes, en ce qui concerne leur candidature à des projets financés par l'USAID et la Banque mondiale. Le gouvernement égyptien a répondu à leur demande et il semblerait que les États-Unis aient réagi favorablement en juillet 1994⁹³.

- 102 Le 28 septembre 1993, l'EBA a demandé à son tour que M. Amr Mûsa, ministre des Affaires étrangères, M. Yûsuf Walî, ministre de l'Agriculture, l'ambassadeur d'Égypte en Israël et M. Mustafâ Khalîl, ancien ministre des Affaires étrangères qui occupait ce poste lors de la signature de l'accord de Camp David, préparent le terrain à une collaboration plus étroite avec leurs homologues israéliens. Il est surprenant que la coopération avec les Palestiniens n'ait pas fait l'objet d'une demande similaire ⁹⁴.
- 103 Le 4 juillet 1994, la Fédération des industries égyptiennes a organisé la première rencontre entre hommes d'affaires égyptiens et palestiniens. Le rôle important que devaient jouer les gouvernements pour établir des relations privilégiées entre l'Égypte et la Palestine a été souligné à cette occasion. Il a aussi été décidé de créer une banque égypto-palestinienne, un hôtel cinq étoiles à Gaza et une usine de vêtements⁹⁵.
- 104 Plusieurs requêtes formulées au cours de cette rencontre ont fait l'objet d'un accord quinquennal signé le 25 Janvier 1994 entre le gouvernement égyptien et l'Autorité palestinienne, accord entré en vigueur le 4 mai et qui ressemble à l'accord de coopération économique palestino-jordanien. Cet accord encourage la coopération du secteur privé, la coopération aux projets d'infrastructure financés par les donateurs internationaux, l'attribution de contrats aux sociétés égyptiennes, l'établissement d'une zone franche mixte à Rafah (ville partagée entre l'Égypte et la bande de Gaza), la conclusion d'opérations commerciales en devises convertibles, l'identification des produits locaux dans lesquels au moins 40% des coûts de production (matières premières et main-d'œuvre) sont locaux, l'ouverture de banques égyptiennes en Cisjordanie et à Gaza ainsi que la coopération dans le domaine du tourisme.
- 105 La Fédération des industries égyptiennes, d'une part, et l'EBA, de l'autre, semblent entrer en concurrence en raison du rôle minime joué par la FGCC. En septembre 1993, cette dernière annonçait qu'un accord avait été conclu concernant la création d'une Chambre de commerce égypto-palestinienne, question qui avait déjà fait l'objet d'une discussion en novembre 1992, lors d'une réunion entre le président de la Chambre de commerce et d'industrie palestinienne et la FGCC. Indice de cette concurrence entre la FIE et l'EBA, S. al-Tawîl annonçait, le 30 août 1994, qu'une délégation d'hommes d'affaires visiterait Israël et Gaza avant la fin de l'année⁽⁹⁶⁾, et, trois jours plus tard, une délégation de 26 membres de la Fédération des Industries se rendait en Israël et à Gaza pour la signature de ces accords⁹⁷. Cette concurrence entre M. F. Khamîs et S. al-Tawîl et leurs organisations respectives reflète les relations qui existent sur la scène locale.
- 106 Deux autres organisations qui font pression pour décrocher des contrats en Israël et dans les Territoires autonomes méritent d'être citées. L'Association égypto-américaine des hommes d'affaires s'est réunie avec la Chambre de commerce israélo-américaine et les hommes d'affaires égyptiens à Washington les 7 et 8 février 1994 pour étudier les possibilités de coopération. L'Association des hommes d'affaires palestiniens en Égypte, dirigée par M. Yûsuf al-Shantî, a contribué à mettre en contact les hommes d'affaires palestiniens en Égypte et en Palestine avec les sociétés égyptiennes qui y sont implantées.
- 107 Comme nous l'avons vu, l'EBA semble, surtout par sa déclaration de septembre 1993, s'intéresser davantage à l'éventualité d'une coopération avec Israël, surtout dans les

domaines du tourisme et de l'agriculture, qu'avec les Territoires autonomes. Cependant, les relations avec Israël restent une question assez délicate en Égypte. Toute coopération et tout commerce entre les deux pays, tout investissement d'hommes d'affaires israéliens en Égypte doit garder un profil bas et suscite souvent de violents débats dans la presse et au parlement. Le ministre du Pétrole a dû assurer plus d'une fois que le gaz égyptien ne serait pas exporté en Israël avant 1998, le temps de s'assurer que l'Égypte dispose de réserves suffisantes pour sa propre consommation⁹⁸. L'Égypte exporte environ deux millions de tonnes de pétrole par an vers Israël, ce qui représente quasiment la totalité de ses exportations vers ce pays. Israël n'a pas été autorisé à contribuer à l'approfondissement du canal de Suez et les importations égyptiennes en provenance d'Israël sont de peu d'importance, alors que les hommes d'affaires israéliens semblent davantage intéressés par l'investissement en Égypte. Ils participent par exemple au projet de construction, à Alexandrie, de la première raffinerie entièrement privée.

¹⁰⁸ Le nombre de projets et le volume de l'investissement et du commerce, tant entre l'Égypte et les Territoires autonomes qu'entre l'Égypte et Israël, sont encore très limités. Mis à part le contrat de l'ABB Susa Inc., Arab Contractors a été l'une des premières entreprises égyptiennes à s'implanter à Gaza. Cette dernière, groupe public et le plus grand entrepreneur de BTP d'Égypte, a signé, le 14 mai 1994, avec la société palestinienne al-Farra, un accord pour la création d'une société mixte, l'Arab Contractors Palestine ('Uthmân & al-Farra) dont le siège sera à Rafah. Cette société conjointe, au capital de 3 millions de dollars, a été enregistrée le 25 juillet 1994. Son objectif est de construire l'aéroport de Gaza et des logements; ces derniers supposent à eux seuls un montant de 20 à 25 millions de dollars⁹⁹. Une raffinerie de sucre, d'une capacité de 150.000 tonnes par an, sera construite par la branche cairote de l'Arab Brothers Group et l'entreprise publique Egypt Sugar & Integrated Industries Company. Sa production est destinée à Gaza et à la Cisjordanie, mais la raffinerie sera implantée en Égypte, dans la zone franche d'Ismâ'iliyya. L'Arab Brothers est en train de créer une banque à Gaza, la National Palestinian-Egyptian Bank for Development, une compagnie d'assurances et une société de tourisme. Team International, une société d'expertise en gestion et ingénierie implantée au Caire et présidée par Nabîl Shaath, ministre palestinien de la Coopération internationale, a été l'une des premières sociétés à ouvrir ses bureaux à Gaza et à y obtenir différents contrats. Husayn Sabbûr, ingénieur-expert, membre de l'EBA et président de l'Egypt-US Business Council, a lui aussi entamé des activités à Gaza.

¹⁰⁹ Le gouvernement égyptien projette pour sa part de participer à la construction d'une centrale électrique de 200 MW à Gaza et d'exporter 360.000 tonnes de pétrole et de produits pétroliers à Gaza et Jéricho.

Conclusion

¹¹⁰ Durant les années 80, les représentations d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs ont considérablement évolué. A part la FIE et la FGCC, contrôlées par l'État, de nouvelles organisations ont vu le jour. Malgré l'existence de certaines formes de coopération, ce qui a surtout marqué les relations entre ces groupes, c'est la forte concurrence entre les anciens et les nouveaux. Une telle compétition était fondée tant sur des intérêts économiques différents que sur les divergences politiques et les intérêts personnels. Etant donné que la politique économique donne de plus en plus la priorité à la

production locale destinée à l'exportation, les exportateurs jouent un rôle politique croissant.

- 111 Sur le plan qualitatif, les activités exercées par les groupes d'intérêt se sont développées. L'étude des projets de lois, la publication de *Business Monthly*, périodique de l'Amcham, ainsi que les nombreuses contributions d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs renommés dans la presse nationale sont autant de signes de la professionnalisation de ces groupes. A l'exception des associations d'investisseurs, le nombre d'organisations d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs n'a pas augmenté de manière significative depuis la fin des années 80. En revanche, les rapports de l'État avec ces groupes ont considérablement changé au cours de la dernière décennie. Au départ, seules l'EBA et l'Amcham entretenaient des relations avec le pouvoir exécutif alors que seules la FIE et la FGCC étaient les seules à avoir accès aux voies administratives. Les autres groupes ont, par la suite, fait partie des concertations de haut niveau, devenues officielles pour la première fois en 1985 avec la création du Conseil conjoint regroupant des représentants du gouvernement et des groupes d'intérêts économiques.
- 112 Vers la fin des années 80, une coopération plus régulière et plus solide entre les deux parties s'instaure sous la forme de plusieurs commissions conjointes au niveau ministériel, chargées de discuter les lois et les projets de décrets d'application relatifs à tous les grands thèmes économiques; L'impact des hommes d'affaires sur la mise en place des mesures économiques se renforce aussi par leur nomination dans un nombre considérable d'administrations publiques, y compris les assemblées générales des sociétés de holding chargées de restructurer et de privatiser le secteur public.
- 113 Malgré cette évolution, l'élite politique continue à établir l'ordre du jour et à décider, point par point, dans quelle mesure le secteur privé devrait être impliqué dans le processus de prise de décision. De plus, dans un environnement économique en pleine mutation, le secteur privé naissant est encore très dépendant de l'État en raison du protectionnisme et des mesures incitatives. L'émergence d'une bourgeoisie plus compétente et plus sûre d'elle-même a peut-être commencé à se faire sentir chez les exportateurs, notamment ceux du Dix-de-Ramadan, mais il est encore trop tôt pour en juger.
- 114 En ce qui concerne les accords conclus entre Palestiniens et Israéliens, il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que le secteur privé égyptien se soit, en majeure partie, tourné vers le gouvernement égyptien pour garantir l'obtention d'une partie de l'aide internationale et la protection adéquate contre la concurrence, israélienne. Il faut s'attendre à ce que le commerce et l'investissement, tant dans les Territoires autonomes qu'en Israël, se maintiennent dans des proportions très modestes à cause, également, des faibles ressources dont disposent les hommes d'affaires et les entrepreneurs égyptiens qui, quoi qu'il en soit, préfèrent probablement exploiter ces ressources selon les possibilités croissantes qu'offre le marché local.
- 115 Traduit de l'anglais par Samia Rizq
- 116 Je remercie Louis Blin et Eric Gobe pour leurs suggestions et les indications qu'ils m'ont fournies concernant les sources. Je remercie plus particulièrement Tâmir 'Abd al-Qâdir, grâce à qui j'ai pu avoir accès aux sources en langue arabe et, de manière générale, à l'économie et à la politique égyptiennes.

NOTES

- 1.Springborg R., "the Arab Bourgeoisie : A Revisionist Interpretation", *Arab Studies Quarterly*, hiver 1993, vol. 15, n°1, pp. 13-39.
- 2.Voir sur cette définition. Waterbury J., "Twilight of the State Bourgeoisie", *International Journal of Middle East Studies*, 1991, vol. 23, n°1, pp. 1-17.
- 3.Waterbury J., *the Egypt of Nasser and Sadat : the Political Economy of Two Regimes*, Princeton, Princeton University Press, 1983 (voir notamment pp. 248-249 et 260). Dans Waterbury J., 1991 (op. cit.), les hommes politiques ne sont pas inclus dans la définition. N. Ayubi (*the State and Public Policies in Egypt since Sadat*, Reading, Ithaca Press. 1991. p. 282) évalue l'effectif du personnel administratif dans le secteur public, au début des années 70, à 34.000 employés. Les informations relatives aux différentes grilles de salaires appliquées dans la fonction publique n'indiquent pas combien de personnes perçoivent un salaire donné correspondant à un niveau donné. Il est par conséquent difficile de quantifier les postes de l'élite. Le nombre total de fonctionnaires, qui est passé de 2.454.000 en 1974 à 4.775.000 en 1990, constitue un indicateur peu précis (cf. Zaytoun M. A., « Earnings and the Cost of Living : An Analysis of Recent Developments in the Egyptian Economy », Handoussa H., Potter G, (éd.), *Employment and Structural Adjustment : Egypt in the 1990's*, American University in Cairo Press. Le Caire, 1991, pp. 219-257).
- 4.II serait trop long d'énumérer ici tous les noms des organismes égyptiens qui relevaient du Ministère de l'Economie durant les dernières décennies. Contentons-nous de citer les deux plus importants : la General Authority for Investment (GAFI) et la General Organization for Industrialization (GOFI).
- 5.Nationalisées entre 1956 et 1961, les principales industries furent placées sous la tutelle de holdings publics en 1963, supprimés en 1975, puis rétablis en 1983 sous la forme d'organismes du secteur public. En 1991, les principales industries furent de nouveau placées sous la tutelle de 23 puis de 17 holdings (voir Dessouki A. H., « the Public Sector in Egypt : Organization, Evolution and Strategies of Reform », *Employment and Structural Adjustment : Egypt in the 1990's*, op. cit., pp. 259-273).
- 6.En 1993, on compte 314 entreprises publiques privatisables (dont au moins 51% des parts appartiennent à l'État). Par ailleurs, les sociétés publiques non privatisables — du moins pour le moment — ne font pas partie des holdings et sont soumises à une législation particulière.
- 7.Voir Al-Sayyid M. K., *Privatization : the Egyptian Debate*, Cairo Papers in Social Science. AUC, Le Caire, hiver 1990, vol. 13, n° 4, pp. 59-60, qui estime que les directeurs du secteur public bénéficient de la nouvelle politique économique. Selon 'Adil Gazarîn, ancien président du conseil d'administration de Al-Nasr Automotive Co, entreprise publique (1968-1984), et président de la Fédération des industries égyptiennes durant trois mandats (1984-1993), 50% au moins des directeurs d'entreprises publiques seraient favorables à la privatisation.
- 8.Ghunaym A. (1968, pp. 92-93, cité par Waterbury J., 1983, op. cit. p. 252) repère quatre perspectives différentes à la fin des années 60 : une perspective élitiste fondée sur la foi en la science et la technologie et mettant en doute la mobilisation politique, la démocratie et le capitalisme; une perspective fondée sur l'alliance entre capitalisme et capital privé, mais sceptique à l'égard de la mobilisation politique et de la démocratie;

une perspective ancienne consistant à rechercher le capital étranger pour un développement non socialiste; enfin, une perspective socialiste et démocratique préconisant la transformation sociale et la mobilisation des masses. Aujourd'hui, une telle classification serait plus difficile à établir : le courant principal — l'idéologie dominante représentée par le régime et le Parti national démocrate au pouvoir — est difficile à cerner. C'est en quelque sorte un courant pragmatique tendant vers le libéralisme. Socialisme et nassérisme sont devenus minoritaires, exception faite de certains courants islamistes.

9. Cette classification est celle à laquelle recourt S. S. Iman (*Man yamliku Misr ? Dirâsa tahlîliyya fi-l-usûl al-ijtimâ'iyya li-nukhbat al-infitâh al-iqtisâdî fi-l-mujtama' al-misri*, W74-80 (A qui appartient l'Égypte ? Analyse des origines sociales des élites de l'ouverture économique dans la société égyptienne], Dâr al-Mustaqlbal al-'Arabî, Le Caire, 1986), auteur d'une des rares études empiriques réalisées sur certaines activités économiques (participation aux sociétés mixtes relevant de la loi 43 de 1974) spécifiques aux diverses composantes de l'élite de l'*infitah*. L'auteur a cependant utilisé des critères contradictoires. Pour les deux premières catégories, il se fonde sur leur origine historique, alors que pour la troisième, il se base sur le type d'activité (parasite et non productive). Notons cependant que les deux premières catégories étaient elles aussi engagées dans ce même type d'activités.

10. Dans la littérature marxiste, le concept de « parasitisme » est utilisé pour définir les activités non productives qui constituent un obstacle à l'accumulation du capital. Cette classification n'étant pas pertinente pour notre analyse, elle n'a pas été retenue dans la définition que nous proposons id.

11. Zaalouk M., *Power, Class and Foreign Capital in Egypt. the Rise of the New Bourgeoisie*, Londres, Zed Books, 1989, pp. 6 et 110.

12. Waterbury J., 1983, *op. cit.*, pp. 174-175.

13. Sadowski Y., *Political Vegetables ? Businessman and Bureaucrats in the Development of Egyptian Agriculture*, Washington D.C., Brookings Institution, 1991, p. 140.

14. Handoussa H., *The Role of the State : the Case of Egypt, Initiative to Encourage Economic Research in the Middle East and North Africa*. première conférence annuelle sur le développement économique, Le Caire. 4-6/6/93.

15. Leca J., "Social Structure and Political Stability : Comparative Evidence from the Algerian, Syrian and Iraqi Cases", in Adeed I. Dawisha et William I. Zartman, *Beyond Coercition: the Durability of the Arab State*, Londres, Croom Helm, 1988, pp. 164-202.

16. Voir Iman S. S., p. 187 (*op. cit.*), et Roussillon A., « Secteur public et sociétés islamiques de placement de fonds : la recomposition du système redistributif en Égypte », *Bulletin du CEDEJ*, vol. 17, CEDEJ. Le Caire, 1988, pp. 277-322.

17. Iman S. S., Appendice III à VIII (*op. cit.*),

18. Iman S. S., *op. cit.* et Roussillon A., *op. cit.*, pp. 300-301.

19. Voir les données de la General Authority for Investment dans *Kompass Egypt, Directory of the Egyptian Economy*, Kompass Egypt, Le Caire, 1994, p. 36.

20. *Kompass Egypt, op. cit.*, p. 37.

21. Citons en exemple 'Abd al-'Azîz Higâzî, ancien ministre de l'Economie sous le régime du président Sadate et l'un des concepteurs des lois d'ouverture économique; il fut accusé de cumuler les présidences de plusieurs conseils d'administration alors que la loi les limite à deux. Le fait de présider plus de deux conseils étant considéré comme préjudiciable à la qualité du travail.

22. Voir l'annuaire de l'*Egyptian Businessmen's Association*, celui de L'*Alexandria Businessmen's Association* et, bien sûr, Iman S. S., op. cit.
23. Voir, sur M. al-Saïd, Springborg R., *Mubarak's Egypt : Fragmentation of the Political Order*, Westview Press, 1989 : sur les sociétés de placement de fond, voir ce même ouvrage ainsi que Roussillon A.. op. cit. et, du même auteur: « Sociétés islamiques de placement de fonds et ouverture économique », *Dossier du CEDEJ* n° 3, Le Caire, 1988.
24. Biersteker T. J., "the Triumph of Neoclassical Economies in the Developing World : Policy Convergence and Bases of Governance in the International Economie Order", in James N. Rosenau and EmsI-Otto Czempiel, *Governance without Government : Order and Change in World Politics*, Cambridge U, Press. 1992, pp. 102-131.
25. Voir Tignor R. L., *State. Private Enterprise and Economic Change in Egypt, 1918-1952*, Princeton Unirversity Press, Princeton, 1984, pp. 72-75.
26. Les lois essentielles ayant régi les activités de la FIE depuis 1952 sont la loi de 1953 (adhésion obligatoire), la loi 21 de 1958 (structure), les lois 452 et 453 de 1958 (structure et compétences) et une autre loi de 1981. Une nouvelle loi est à l'étude.
27. Pour la reconstitution de l'histoire de la FIE, voir les publications de la Fédération (FIE, 1972,1978). Voir aussi Bianchi R., *Unruly Corporatism : Associational Life in Twentieth Century Egypt*, New-York, Oxford University Press, 1989, pp. 168-172.
28. Les plus petites — les chambres de l'industrie du pétrole et de l'industrie minière — comptent 68 membres, alors que celles de la reliure, de l'impression et de l'industrie du papier en comptent 2.174. Comme on peut le constater à travers cet exemple, le nombre de membres ne permet pas forcément de mesurer le poids économique des chambres.
29. Ce sont les suivantes : l'industrie textile; l'industrie alimentaire; les céréales; l'industrie chimique; la métallurgie; l'ingénierie; les matériaux de construction; le pétrole et les mines; le travail du bois; la reliure, l'impression et l'industrie du papier; le cuir; la maroquinerie et la fourrure : le cinéma (le chiffre varie entre 12 et 13 chambres au cours de la dernière décennie, l'industrie du cuir et la maroquinerie étant tantôt unies, tantôt séparées).
30. En font généralement partie les présidents des organismes publics tel que l'Industriel Control Authority, l'Industrial Bank of Development et la Général Organization for Industrialization, mais aussi le président de la Fédération générale des Chambres de commerce. On y trouve également des hommes d'affaires du secteur privé. Sur les conseils des chambres et de la fédération entre 1990 et 1993, voir FIE, 1990, 1993.
31. Les quatre présidents d'avant 1952 étaient évidemment issus du secteur privé (étrangers résidant en Égypte). Depuis 1952, les huit présidents qui se sont succédés Jusqu'à 'Adil Gazarîn (1983-93) étaient issus du secteur public. Durant son mandat, ce dernier quitta la Nasr Automotive et monta sa propre société d'expert-conseil. En automne 1993, le nouveau président, Muhammad Farîd Khamîs, est le premier président issu du secteur privé depuis la révolution; il possède des usines de fabrication de tapis mécaniques qui font de lui le premier entrepreneur privé d'Égypte.
32. Voir Qanawati G, *Réactivation and Reform of the Fédération of Egyptian Industries*, International Labour Office (ILO), Bureau for Employers' Adivities, Genève, juin 1992 (RL 69-2-1), p. 19.
33. *Idem*, p.10.
34. *Idem*, pp. 14-15.
35. *Idem*, p.18.

- 36.Cf. Gazarîn A., *Taqrîr injâzât ittihâd al-sinâ'ât al-misriyya fî dawratahu al-akhîra*. 1990-93 (Rapport sur les réalisations de la FEI au cours de la période 1990-93), 1993.
- 37.Voir Qanawati G., *op. cit.*
- 38.M. Hazim Hassan de la société Hazim Hassan Accountant, membre important de l'EBA, est membre du conseil depuis 1989. Voir l'annuaire de l'EBA pour 1993, p. 41, et Blin L. et Gobe E., *Égypte 1993 : Les perspectives économiques, les principaux décideurs*, Paris, Centre d'études et de recherches arabes, 1993, p. 82.
- 39.Voir, au sujet de M. Khamîs, Blin L. et Gobe E., *op. cit.*, pp. 90-91.
- 40.*Al-Ahrâm*, 5/94.
- 41.Bianchi R., *op. cit.*, p.165.
- 42.Dajani N., *Corporatism in the Egyptian Context; A Profile of Business and Professional Politics in Egypt*, Thèse de magistère n° 552, Département d'économie et de Sciences politiques, AUC, Le Caire, 1982.
- 43.Qandil A-, "Man hum rijâl al-a'mâl ?" (Qui sont les hommes d'affaires ?), *Al-Ahrâm al-lqtisâdî*, 6/1/86, n°882.
- 44.Isam Al-Din G., "the Unified Tax Law. A Gain or a Loss", *Business Monthly*, février-mars 1994.
- 45.L'EBA est enregistrée sous le n° 2634 - 29/7/79.
- 46.EBA, 1993.
- 47.La somme totale dépasse 100%, nombre de membres ayant plus d'une activité (EBA, 1989/90).
- 48.Voir *EBA Annual Report (EBA AR)* 1990, p. 11. Pour l'année 1983, voir dans Bianchi R., *op. cit.*, p. 174. Selon Amani Qandil, il y aurait 17% des adhérents dans l'industrie, 28% dans l'import-export et le reste dans divers autres secteurs.
- 49.EBA Directory, 1993, p.2.
- 50.Fu'âd Sultan, président de la Misr Iran Development Bank, a été minisire du Tourisme et de l'aviation civile de septembre 1985 à octobre 1993. Voir aussi, sur la carrière de F. Sultan, Blin L. et Gobe E-, *op. cit.*, pp. 122-123.
- 51.Un premier comité a été formé en 1988 au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur pour étudier les décrets d'application de la loi 333 de 1987 sur l'import-export (EBA AR 1988, pp. 7,11-12).
- 52.Voir Hill E., *Contemporary Egypt : Economie and Politica Transformation: Recent Events of Law and Policy*, ICANAS, Hong-kong, 22-28/8/93, p. 11, et EBA AR, 1992, pp. 58-60.
- 53.Pour avoir la liste complète des participants, voir *Al-Ahrâm*, 25/6/94.
- 54.EBA AR, 1992, pp. 25-30.
- 55.EBA AR, 1988, p.2.
- 56.EBA AR, 1989, pp. 5,15-16. Une déclaration commune a été signée par les patrons et les salariés. 'Adil Gazarin, président en exercice de la FEI, et Ahmad al-'Amawi, leader du GFTU. ont évoqué la nécessité de libérer le secteur public de sa dépendance vis-à-vis du gouvernement et de la bureaucratie et de séparer le budget des entreprises publiques de celui de l'État. Voir *Al-Ahrâm*, 29/5/89- D'autres rencontres devant inclure le GFTU étaient prévues mais n'ont pas eu lieu. Voir *al-Gumhuriyya*, 31/5/89.
- 57.Les participants à ces réunions étaient l'EBA, l'ABA, le GFCC, la FEI et les associations des investisseurs du Dix-de-Ramadan. du Six-October, de Burg al-'Arab et de Sadal-City. Voir EBA AR, 1990. p. 23 et ABA AR, 1989.
- 58.EBA AR, 1991.p-9.
- 59.Voir la réunion entre le Comité économique du PND et l'EBA au sujet de la taxe sur les ventes en 1990 (EBA AR, 1990. p. 7), et la conférence économique du PND (EM, 1993. p. 35).

- 60.EBA 1988.
- 61.EBA 1989, p. 9.
- 62.EBA AR, 1991, pp. 80-84.
- 63.EBA AR, 1991, pp. 15-37.
- 64.EBA AR, 1993, pp. 174-182.
- 65.EBA AR, 1992, pp. 10-11, 57-60.
- 66.EBA AR, 1991, pp. 38-53.
- 67.La loi a été approuvée le 2/1/94 mais a été enregistrée officiellement comme si elle avait été approuvée en 1993.
- 68.Isam Al-Din G.. "Opening-Up Closed Members", *al-Ahrâm Weekly*, 9-15 Juin 1994, pp. 53-54.
- 69.EBA AR, 1991. pp. 11-16, 32, 53-62.
- 70.EBA AR, 1991, pp. 129-137; EBA AR, 1992, pp. 5-7; EBA AR, 1993. pp. 122-145.
- 71.) EBA AR, 1993, pp. 5, 31.
- 72.EBA AR, 1991.
- 73.EBAAR, 1991. pp. 95-101.
- 74.EBAAR, 1993, pp. 16-19.
- 75.Voir sur ce point les divers travaux d'Amani Qandîl.
- 76.ABA Annual Report (ABA AR), 1989.
- 77.ABA Directory, 1991.
- 78.ABA AR, 1990, p.1.
- 79.ABA AR, 1992.
- 80.Qandil A., « Jamâ'ât al-masâlih » (Les groupes d'intérêt (en Égypte)), *al-Taqrîr al-lstrâtîjî al-'arabî* 1987 (Rapport stratégique arabe 1987), Le Caire, 1988.
- 81.ABA Directory, 1991.
- 82.ABA AR, 1993, ainsi que les rapports des années précédentes (1989-1992).
- 83.ABA AR, 1986, et ABA AR, 1992, p. 9.
- 84.ABA AR, 1992, p.11.
- 85.Voir QANDIL A., « Jamâ'ât al-masâlih wa-l-intikhâbât » (Les groupes d'intérêt et les élections (Hommes d'affaires d'Alexandrie)), *intikhâbat majlis al-Sha'b 1987 :dirâsa wa tahlîl* (Les élections législatives de 1987 : étude et analyse), éd. par S. Yassin et A. H. Dessouki. Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahrâm, Le Caire; 1988.
- 86.Tâhir Bishr Mustafâ a été député à l'Assemblée du Peuple de 1984 à 1987. Il n'a pas renouvelé sa candidature en 1990. Il a récemment été nommé président de l'équipe directoriale de la Holding Company for the Chemical Industries et vice-président de la FEI sous le mandat de M. F. Khamîs.
- 87.ABA AR, 1990, pp. 6-7.
- 88.Voir à ce sujet le document de Nabil A. al-Shâmî, directeur chargé de l'exécution du projet au nom de l'ABA, dans ABA, 1994.
- 89.ABA AR, 1993, p. 5.
- 90.Voir les divers rapports annuels de l'ABA ainsi que le rapport présenté par le Ministère de l'Economie le 14 Janvier 1994.
- 91.Kompass Egypt 1994, pp. 44-45, donne les chiffres suivants : 457 projets industriels opératoires et 243 en cours d'élaboration. La totalité des projets industriels auxquels des fonds ont été affectés atteint 977, dont 14 sont des projets étatiques, 77 des projets conjoints entre l'Égypte et l'étranger et 886 des projets exclusivement égyptiens.
- 92.Business Monthly, juillet 1994, p. 43.
- 93.Voir à ce sujet Al-Ahrâm, 19/7/94, et Al-Ahram Weekly. 7/7/94.
- 94.EBAAR, 1993, pp. 157-173.

95. Voir le document préparé par la FEI; voir également *Al-Ahrâm al-Iqtisâdi* (11/10/93) et Blin L, « Chronique économique », *Égypte/Monde arabe*, n° 15-16, 1993, pp. 240-241.

96. *Al-Ahrâm*, 22/8/94.

97. *Al-Ahrâm*, 3/9/94.

98. *Al-Ahrâm*, 14/8/94.

99. *Al-Gumhuriyya*, 25/7/94.

INDEX

Mots-clés : économie, élites, groupes de pression

AUTEUR

IMCO BROUWER

CEDEJ